

PROJET D'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Dossier unique du projet Centre Social



Agrément 2017-2020

SOMMAIRE

I. Le Centre social

II. Déclaration d'intention

III. La mobilisation pour le projet

IV. Le territoire

V. Le précédent projet

- 41. L'évaluation générale des missions
- 42. L'évaluation des résultats atteints
- 43. Les activités
- 44. Les Ressources Humaines
- 45. Les Ressources Matérielles
- 46. Les Ressources Financières

VI. Le projet 2017-2020

- 51. Les Problématiques et les objectifs retenus
- 52. Les Fiches-Action
- 53. Les activités
- 54. Les partenaires
- 55. Les Ressources mises en œuvre
 - Les Ressources Humaines
 - Les Ressources Matérielles
 - Les Ressources Financières

I. Le centre social

Nom et adresse de l'équipement : **ESPACE ALFRED SISLEY**

Téléphone : **04 77 46 49 41**

Adresse mail : **direction.espacesisley.org**

Type de gestion : Associative Municipale CAF

Date des derniers statuts:

Date du dernier agrément de la Caf au titre de l'animation globale :

Janvier 2014

A la date de dépôt du dossier:

Nom du président : **Françoise DUMOULIN**

Nom du directeur: **Nordine LOUNAS** Diplômes: **DESJEPS/CAFDES**

Nom du référent familles: **Marianne RODRIGUEZ** Diplômes: **Master II Psychologie**

Nombre total de cartes d'adhérents : **535**

dont

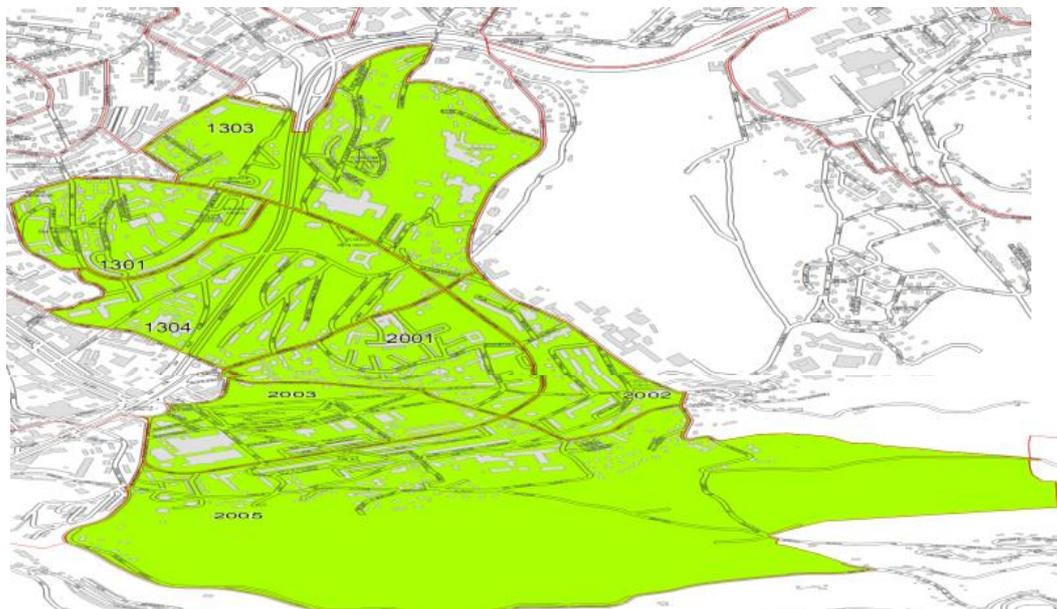
Cartes Familles : **535**

Prix de l'adhésion : **7€**

Nombre d'habitants :

- du quartier : **Les quartiers sud-est 10030 habitants**
- de la commune : **172.023 habitants**

Zone d'influence : **Le territoire sud-est de Saint-Etienne (9.1% des adhérents résident d'autres communes)**



II. Déclaration d'intention de l'association

Nous entendons dire que nous traversons une période de mutations rapides sans précédent qui bouleversent les anciennes formes communautaires du lien social, produisent une croissance des inégalités, créent un climat délétère, une perte de sens et de repères ainsi que des désillusions.

Nous constatons aussi que la modernité nous pousse vers un individualisme qui modifie les formes traditionnelles de la socialisation familiale et demande aux jeunes générations d'être plus autonomes, de donner plus de sens à leurs études et de construire leur projet.

Nous avons compris que notre société a besoin de créer un minimum de ressemblances entre nous pour nous intégrer et lui assurer une certaine continuité sans laquelle il ne nous serait pas vraiment possible de vivre ensemble.

Nos engagements

Le projet d'animation globale du centre social est fondé sur les valeurs inscrites dans la charte de la Fédération Nationale des centres sociaux et socio-culturels de juin 2000. :

La dignité humaine

Le centre social s'engage à reconnaître la dignité et la liberté de tout homme et de toute femme

Nous nous engageons à développer la qualité de notre accueil, de notre écoute et à respecter chacun des habitants pour favoriser le dialogue. Nous veillons à ce que nos regards portés sur les autres se gardent des préjugés moraux et culturels. Nous œuvrons de manière laïque pour que la pluralité des croyances ne soit pas un frein à l'ouverture et au dialogue. Nous valorisons les qualités de chacun et soutenons ses aspirations autant que faire se peut pour développer les sociabilités, les progrès personnels et les coopérations réciproques.

La solidarité

Le centre social considère les hommes et les femmes comme solidaires, c'est à dire comme étant capables de vivre ensemble en société.

Nous soutenons que les hommes et les femmes se construisent comme personnes au travers de leurs rapports aux autres, malgré l'affaiblissement du rôle intégrateur des grandes institutions que sont la famille, l'école, le travail, la protection sociale. C'est en engageant les habitants dans des rapports sociaux qu'ils deviennent des acteurs solidaires :

- qu'ils contribuent à constituer des relations de voisinage, des convivialités, des solidarités de groupe, des rencontres interculturelles, des participations associatives, des rapports de travail, des engagements citoyens,
- qu'ils développent des échanges de savoir-faire, qu'ils entrent dans des réseaux d'entraide, qu'ils soutiennent l'insertion sociale et économique de chacun,
- qu'ils défendent les droits de vivre en société,
- qu'ils se solidarisent.

La démocratie

Nous optons pour la démocratie, car nous voulons une société ouverte au débat et au partage du pouvoir.

Nous entendons établir, et au besoin conquérir, avec et pour les habitants des quartiers sud-est, des espaces de discussion et de participation à des prises de décision concernant leur vie quotidienne et celle de la collectivité.

Nous nous engageons concrètement dans des actions collectives, mêmes modestes, dont les finalités, les modalités et les résultats peuvent être débattus. La démocratie participative, en proposant, en agissant, en contestant, est nécessaire à la vie politique locale. La force de la démocratie locale c'est l'engagement civique des citoyens.

Le centre social se réfère également à la circulaire relative à l'animation de la vie sociale du 20 juin 2012 de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales qui précise que « *l'objectif global des centres sociaux est de rompre l'isolement des habitants d'un territoire et de réduire les exclusions, de renforcer les solidarités entre les personnes en les « intégrant » dans des projets collectifs, en leur permettant d'être actrices et d'assumer un rôle au sein d'un collectif ou sur le territoire.* »

Ainsi le centre social en tant que structure de l'animation de la vie sociale poursuit des finalités de « façon concomitante »:

- l'inclusion sociale et la socialisation des personnes
- le développement des liens sociaux et la cohésion sociale du territoire
- la prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Notre association s'engage à poursuivre les finalités inscrites dans la circulaire CNAF 2012, à savoir l'inclusion sociale et la socialisation des personnes, le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur le territoire, la prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Pour ce faire elle déploiera tous les moyens dont elle dispose et à rechercher ceux qui seront nécessaires pour accomplir les missions d'être :

- Un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale.
- Un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

De même, le centre social s'engage à poursuivre les 5 missions complémentaires en :

- Organisant une fonction d'accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels et/ou des associations.
- En assurant une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés et le cas échéant, en leur proposant un accompagnement adapté.
- En développant des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire.
- En mettant en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise de responsabilités par les usagers et les bénévoles.
- En organisant la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et / ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

**Pour le conseil d'administration,
La Présidente, Françoise DUMOULIN**

III. La mobilisation pour le projet

▪ Les acteurs

Les actions de mobilisation des acteurs ont été conçues comme la suite logique des actions mises en œuvre pour le précédent projet et des séances collectives ont été animées par le même intervenant que la fois précédente.

On peut donc dater le début de la mobilisation au 18 octobre 2012, date de la première séance. Ce jour-là, les questions traitées ont porté d'abord sur **la clarification des rôles et des responsabilités de chaque type d'acteurs** pour ensuite éclairer **ce qu'est un projet social** : Qu'est-ce que c'est ? Pourquoi faire ? Comment le construire ? Qui est responsable de quoi ? Comment faire fonctionner toutes les instances ? Comment faire en sorte que chaque acteur ait « la bonne place » ? Comment concilier les valeurs défendues et les contraintes de gestion ? Enfin a été **traité la question de pilotage du projet et de l'animation des acteurs** : principes de la relation bénévoles/salariés : quelles ambitions communes ? Tout ceci a permis d'identifier les rôles et les missions de chacun de façon à faire coopérer les acteurs entre eux, de pouvoir se fixer des objectifs et en assurer le suivi.

Cette journée avait été suivie par une **formation à la fonction employeur** pour les bénévoles : comment se dirige une équipe, comment manager en cohérence avec le projet et l'éthique de l'association, comment assurer le management par l'autorité et par l'accompagnement, comment concilier la gestion des activités et la gestion des humains et comment organiser le travail en fonction du projet ? Ceci complété par des notions de droit de travail.

Ces rencontres ont permis de **fédérer les bénévoles et les salariés autour d'un projet commun**. C'est cette mobilisation qui a été retrouvée en 2016, plusieurs acteurs étant toujours présents.

Puis, à partir du 13 décembre 2012 s'est ouvert le volet d'**élaboration du projet**. Les séances du 13 et du 14 décembre ont été des séances de diagnostic de l'ancien projet ceci à l'aide de **grilles d'analyse**. Le 18 février 2013 ont été réunis plusieurs acteurs extérieurs au centre social pour un travail commun avec l'équipe de bénévoles et de salariés du centre. Par un jeu de photolangages et des échanges en petits groupes et en grand-groupe ont été mis en valeur les axes à poursuivre en relation avec ces partenaires.

Le lendemain, l'équipe du centre s'est à nouveau réunie pour continuer l'analyse du précédent projet et en tirer les leçons pour le futur. Des grilles d'analyse des activités ont été distribuées pour rendre compte des **activités**. Un calendrier de travaux a été établi. Les équipes l'ont suivi pour aboutir au dossier final d'évaluation. Des axes sur lesquels doit reposer le futur projet ont été dégagés et soumis à une première validation du Conseil d'Administration.

Le 18 et le 19 avril, les administrateurs et les salariés ont travaillé ensemble sur **le futur** : quelles problématiques peuvent être issues des axes choisis, quels objectifs, quelles actions et quelles activités sont proposés pour relever les défis que posent ces problématiques. Plusieurs hypothèses ont été avancées, et là aussi un calendrier de travaux a été établi pour compléter et ajuster ces propositions.

Cette fois-ci, 6 séances ont été programmées pour l'élaboration du nouveau projet, **guidées par Elles ont réuni** l'ensemble des personnels et les administrateurs. Ces séances ont été découpées en 3 séquences avec le programme suivant :

Evaluer les actions, repérer les réussites et s'expliquer les échecs éventuels et actualiser sa connaissance du territoire

2^{ème} séance

Repérer les problématiques, choisir les axes de travail, les objectifs à poursuivre, les partenariats à construire

3^{ème} séance

Envisager les actions, les activités, prévoir les ressources à mettre en œuvre

▪ Le diagnostic partagé

Le diagnostic a donné lieu à un important travail de réflexions et d'échanges lors de l'élaboration du précédent projet. Il n'a pas été reconduit : à une exception près il a été constaté que les problématiques soulevées à cette époque étaient toujours présentes voire exacerbées. Voici les grandes lignes de la démarche 2013.

L'animation de la réflexion collective, définie dans le cahier des charges d'une convention multipartite a été confiée à Jean Michel LONGUEVAL, intervenant pour le cabinet NIAGARA (69500 BRON). L'accompagnement a compris **l'animation du comité de pilotage inter-associatif sur la base minimale d'une réunion par mois**, en soirée d'une durée de 2h30.

Le comité de pilotage était programmé dans chacune des 5 associations de façon tournante ; lors de chaque réunion, l'association hôte devait présenter son projet associatif et les problématiques rencontrées dans sa mise en œuvre. Ces réunions ont été ouvertes, selon l'ordre du jour, à d'autres partenaires (Centre social de Beaulieu, MOUS, ADSEA, autres associations des quartiers Sud-Est). L'objectif était de renforcer le partenariat et la coopération entre les associations pour qu'elles soient forces de propositions, dans l'optique de la construction d'un projet social de territoire partagé.

Entre chaque réunion mensuelle, il était possible que, sur certains sujets, les associations eussent à produire des constats, analyses, avis et préconisations, dans l'objectif d'optimiser la réflexion et de préparer les comités de pilotage inter-associatif. Chaque association devait s'attacher à informer en interne, son Conseil d'Administration et son équipe technique, de façon à garantir une bonne appropriation des travaux communs.

Cette démarche pouvait être ponctuée de réunions du Comité de Pilotage Territorial (CPT) afin de conserver et d'entretenir un lien avec les partenaires institutionnels.

Niagara a assuré la production des comptes rendus. Il était proposé d'adresser systématiquement ces comptes rendus aux membres du Comité de pilotage Territorial (et donc aux institutions CAF, Ville, Conseil Général, Etat).

▪ Son déroulement

Les demandes initiales et les besoins particuliers de chaque structure ont fixé rapidement les limites de l'accompagnement collectif.

- Le centre social Jardin des Plantes vivait une situation difficile qu'il convenait de traiter spécifiquement

- **Le FJEP** avait resserré son équipe et interrogeait la plus-value de l'accompagnement collectif
- **Le Nouveau Théâtre de Beaulieu** venait tout juste d'adopter un nouveau projet et voulait le faire reconnaître
- Le centre social de Beaulieu était contraint par son mode de gestion
- Espace Loisirs devait maîtriser son développement
- Les deux centres sociaux devaient renouveler leur agrément

D'un commun accord entre les acteurs, il fut décidé de poursuivre l'accompagnement autour d'un objectif de consolidation et de structuration du partenariat entre les associations, dans une volonté de développer la connaissance et la coopération entre elles. Ce renforcement de la coopération devrait contribuer à faire émerger un *projet social de territoire*, mettant en avant les projets respectifs des associations dans une logique de cohérence et de complémentarité et également des priorités partagées pour le territoire.

La modalité de la phase 2, à savoir l'organisation d'une enquête externe sur les attentes et besoins des habitants, prévue dans le cahier des charges et dans l'offre initiale de Niagara **fut annulée**, pour des raisons de faible valeur ajoutée et de manque de pertinence dans le contexte actuel.

L'objectif d'ouverture au 2ème cercle des associations du grand quartier a été maintenu, non pas comme membres permanents du CPIA, mais comme partenaires à informer et à associer, selon des modalités adaptées qui pouvaient être précisées par les associations du 1er cercle. Il était en effet indiqué qu'il convenait de faire une différence entre des associations professionnalisées qui géraient *un équipement ouvert de façon permanente au public* et les autres associations.

Dans les travaux à venir, **le lien avec les partenaires institutionnels financeurs devait être maintenu et privilégié** ; en effet, la pertinence d'un projet de territoire implique l'adhésion de toutes les parties. Ce lien doit permettre aux associations d'anticiper certaines évolutions plutôt que de les subir. Des modalités d'information permanente et d'échange avec les financeurs seront donc prévues.

La MOUS (Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale) devait être associée à cet accompagnement car il n'était pas question de débattre de questions sociales et de projet de territoire sans impliquer le Chef de projet de cette MOUS, M. François ROUSSEAU ainsi que la Déléguée du Préfet, Mme Florence DARD. Là encore, il ne s'agissait pas d'inviter la MOUS à toutes les réunions inter-associatives mais de trouver les bonnes modalités d'information et d'implication de cette MOUS. **L'ADSEA** (qui est également une association) serait également associée à cet accompagnement selon des modalités qui restaient à préciser.

Les entretiens avec les jeunes : L'objectif de ces entretiens a été de pouvoir définir les attentes des jeunes sur le quartier de Montchovet. En traitant différentes questions comme la mobilité, la connaissance des associations, leur insertion dans la vie du quartier, cela permit d'avoir des avis afin que chaque association ou service puisse adapter ses activités et ses objectifs envers cette population. L'entretien est un outil qui permet à l'interviewé de s'exprimer sans restriction de réponses, et avec une moindre influence. 17 entretiens en groupe ou individuel ont été effectués de mars à avril 2011 avec 17 jeunes âgés entre 15 et 25 ans. 8 jeunes ont entre 15 et 18 ans et 12 entre 19 et 25 ans. 3 jeunes travaillent, 8 sont au chômage, et 6 en étude.

IV. Le territoire

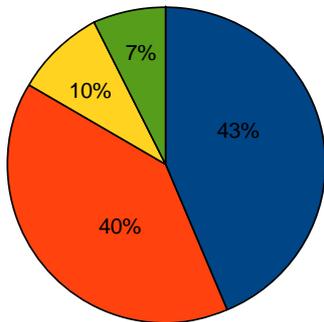
1. Le positionnement géographique : Les quartiers sud-est de St-Etienne



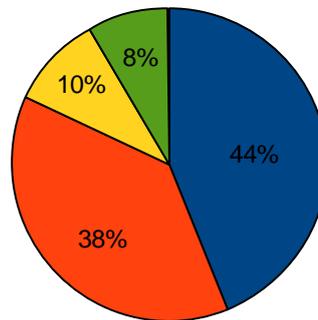
2. Données statistiques concernant le territoire

(Source: Insee, Recensement de la population 2007)

Situation familiale de la population de plus de 15 ans Saint Etienne



Situation familiale (quartiers Sud-est)



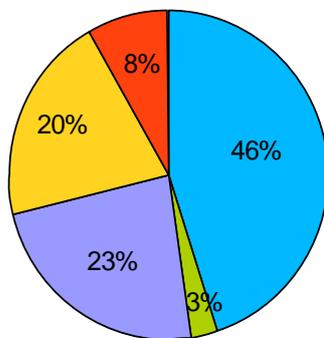
- Pop 15 ans ou plus Marié
- Pop 15 ans ou plus Célibataire
- Pop 15 ans ou plus Veuf
- Pop 15 ans ou plus Divorcé

Pour la plupart des quartiers, c'est une population jeune que l'on retrouve : 39% de la population des quartiers sud-est a entre 0 et 29 ans (même répartition sur Saint-Etienne). Les habitants âgés de 15 ans et plus sont pour 44% d'entre eux mariés, comme pour la population de plus de 15 ans de Saint-Etienne.

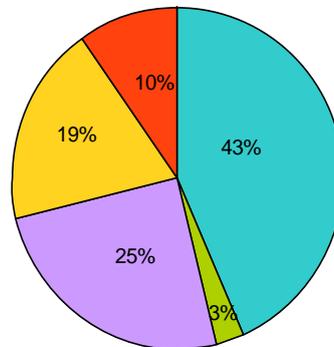
La composition des ménages des quartiers Sud-est n'est pas surprenante. Comme la plupart des quartiers, et comme la ville, les ménages sont principalement composés d'une seule personne (43%). Puis, les familles (couple ou personne seule) avec enfants composent 39% des ménages.

Source : Insee, Recensement de la population 2007

Composition des ménages (Saint Etienne)



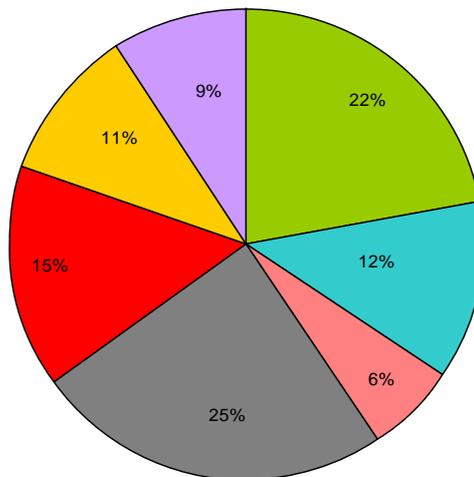
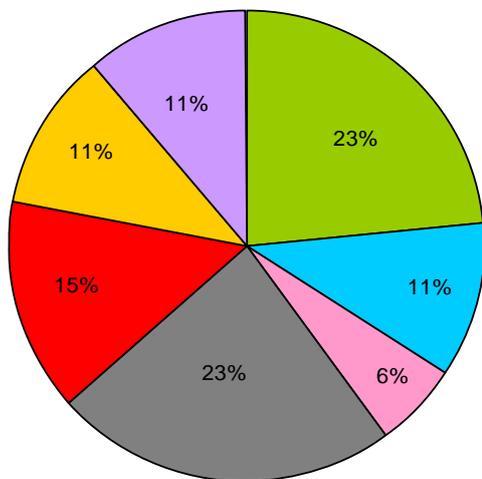
Composition des ménages (quartiers Sud-est)



- Ménages 1 personne
- Ménages Autres sans famille
- Ménages Couple sans enfant
- Ménages Couple avec enfant(s)
- Ménages Famille monoparentale

Niveau de qualification Saint Etienne

Niveau de qualification (quartiers Sud-est)

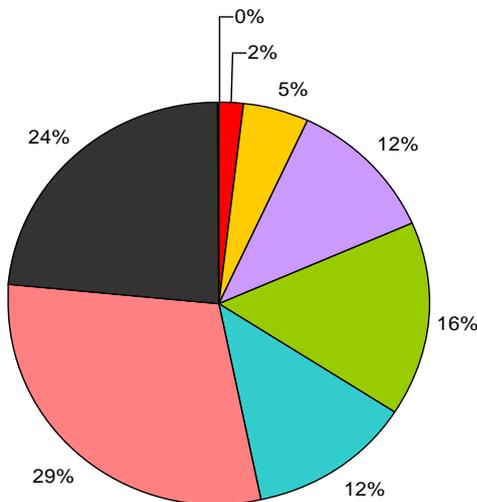
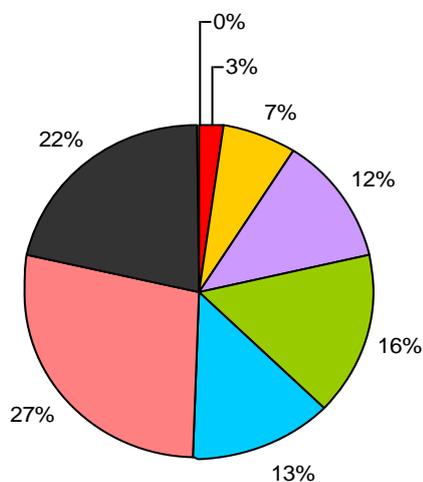


- Pop 15 ans ou plus non scol. Sans diplôme en 2007 (princ)
- Pop 15 ans ou plus non scol. CEP en 2007 (princ)
- Pop 15 ans ou plus non scol. BEPC, brevet collèges en 2007 (princ)
- Pop 15 ans ou plus non scol. CAP-BEP en 2007 (princ)
- Pop 15 ans ou plus non scol. BAC-BP en 2007 (princ)
- Pop 15 ans ou plus non scol. BAC+2 en 2007 (princ)
- Pop 15 ans ou plus non scol. Sup. BAC+2 en 2007 (princ)

On peut remarquer que le niveau de qualification de la population des plus de 15 ans non scolarisés est similaire à celui de la ville. Il faut noter, que 35% de cette population est diplômée Bac ou supérieur à Bac+2.

Catégorie socioprofessionnelle des plus de 15 ans - Saint Etienne-

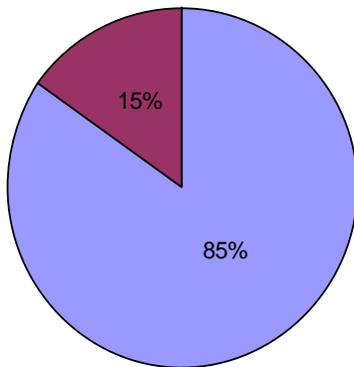
Répartition par PCS (quartiers Sud-est)



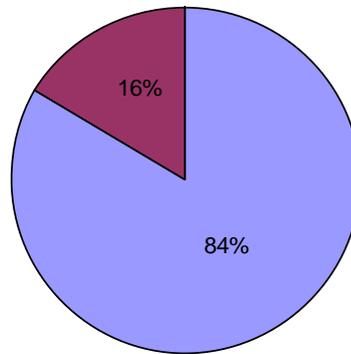
- Population 15 ans ou plus Agriculteurs exploitants
- Population 15 ans ou plus Artisans, Commerçants, Chefs d'entreprise
- Population 15 ans ou plus Cadres, Profession intellectuelle supérieures
- Population 15 ans ou plus Professions intermédiaires
- Population 15 ans ou plus Employés
- Population 15 ans ou plus Ouvriers
- Population 15 ans ou plus Retraités
- Population 15 ans ou plus Autres

Sur l'ensemble des quartiers Sud-est, la population de plus de 15 ans est représentée par les retraités (29%) et par « autres », les personnes n'ayant pas d'activité.

Population active 15-64 ans (Saint-Etienne - 2007)



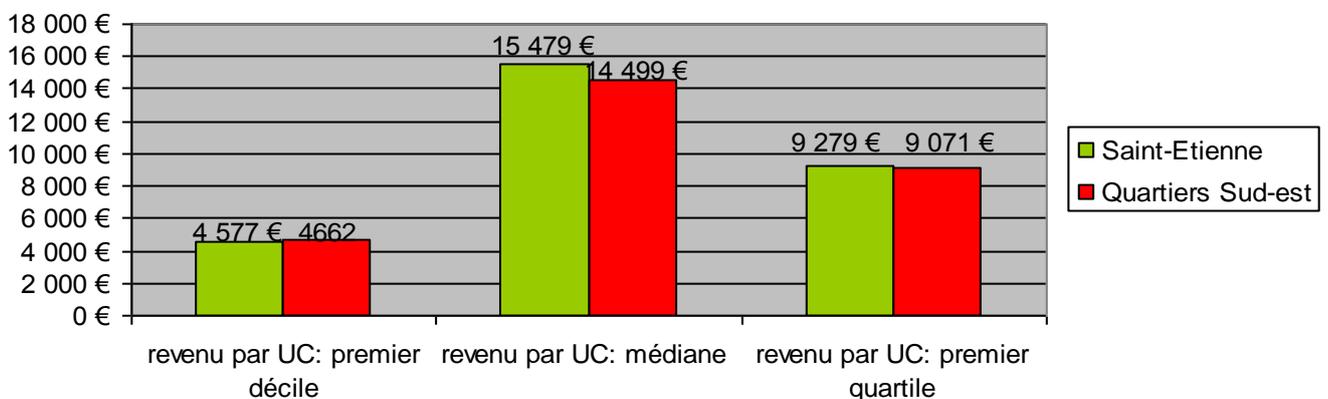
Population active 15-64 ans (Quartiers Sud-est)



■ Actifs occupés 15-64 ans
■ Chômeurs 15-64 ans

Le taux de chômage sur l'ensemble du territoire atteint 16%.

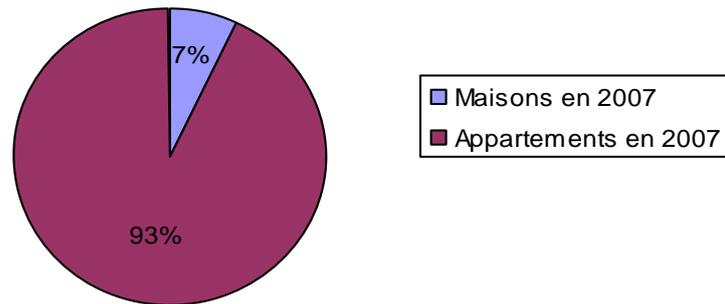
Revenus moyens des habitants des quartiers Sud-est par rapport aux revenus de la population de Saint-Etienne



La moyenne du revenu par [unité de consommation au premier décile](#) est de 4 662€ par an. Ce revenu, par rapport à la ville, est plus élevé (4 577€) ; c'est donc un revenu correct.

La moyenne du revenu par [unité de consommation médian](#) est de 14 499€ par an. Ce revenu de niveau correct, est légèrement plus faible que le revenu de Saint-Etienne (15 479€).

Type de logement (2007)



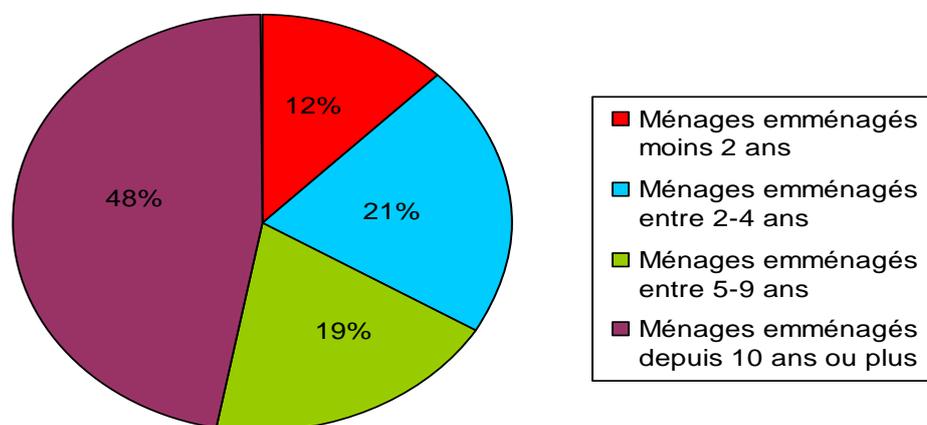
Source : Insee, Recensement de la population 2007
 Sur le territoire Sud-est, 93% des logements sont des appartements.

Répartition des résidences principales par type d'occupation (2007)



55% des résidences principales sont occupées par des locataires, et 42% par des propriétaires. La répartition des résidences principales selon le type d'occupation à Saint-Etienne dispose de la même répartition.

Répartition des ménages selon le temps de résidence sur les quartiers Sud-est (2007)



Pour conclure, certaines zones des quartiers Sud-est sont encore fragilisées par la rénovation urbaine. Les chiffres nous révèlent que ces quartiers sont équivalents à la moyenne de la ville.

Cependant, cette approche statistique a des limites :

- ◆ Les chiffres datent de 2007, c'est l'année où la crise a émergé
- ◆ Les chiffres ne font pas ressortir les impressions des habitants

Les quartiers Sud-est sont un vaste territoire. Les disparités entre les quartiers sont réelles. En effet, les quartiers très pauvres comme Beaulieu, Montchovet et La Marandinière sont en opposition avec des quartiers moins marqués tels que La Métare et le Parc de l'Europe. Le taux de chômage élevé, les bas revenus, la population jeune, la majorité d'habitations en location sont des critères propres aux quartiers pauvres. La Métare et le Parc de l'Europe ont globalement une population plus âgée, plus aisée et qui souvent est propriétaire.

3. Transformations urbaines du territoire

Malgré tout, si des déséquilibres entre les différentes zones du territoire sont observables, on peut également constater des améliorations certaines sur le plan urbain

Dans la poursuite des opérations engagées depuis 2001 (démolition de la Muraille de Chine en 2000, implantation du CHPL, de l'AIMV en 2005), une qualité résidentielle s'affirme progressivement au sein des quartiers Sud-Est, grâce à une nouvelle offre d'habitat variée (en forme comme en type de produits). Le dynamisme du quartier s'appuie sur l'accueil et le développement de services, d'activités économiques et d'équipements d'agglomération (centre nautique, Nouveau Théâtre de Beaulieu...) et de proximité (salles de sport, travaux dans les écoles). Les atouts paysagers du site sont pleinement exploités dans une démarche environnementale forte. L'aménagement des espaces libres et la requalification des axes structurants et de desserte renforcent les liaisons internes aux quartiers et les ouvrent sur l'ensemble de la ville.

✓ **Beaulieu, un patrimoine de qualité, valorisé et adapté à ses occupants**

40 logements ont été adaptés au vieillissement de leur occupants (bacs à douche, volets électriques, aménagement des ascenseurs, ...). L'amélioration des espaces extérieurs, résidentiels ou publics (rue Karl Marx, square Renoir, allée Clémenceau) viendra rendre plus conviviaux ces lieux de vie partagés.

✓ **Petite Marandinière : une cité jardin qui se rénove en gardant son caractère**

Sur la Petite Marandinière, 320 logements de Métropole Habitat ont été rénovés. Les bâtiments ont été transformés pour arriver à 32 logements, avec création de T3, T4, et T5 en tenant compte de la rénovation thermique et du confort des logements. 54 logements ont été construits, répartis en 6 bâtiments à l'architecture contemporaine et fonctionnelle (surfaces généreuses, double ou triple orientation, terrasse ou loggia). En parallèle, les espaces publics ont été réaménagés dans une démarche environnementale durable et innovante : résidentialisation et embellissement des espaces extérieurs, traitement paysager d'ensemble, requalification des voiries et des circulations douces adaptées aux usages, gestion optimisée du stationnement et des eaux pluviales...

✓ **Une nouvelle mixité pour le quartier : les maisons de ville "Jardins Sembat"**

22 maisons de ville (du T3 au T5) ont été construites à l'angle de la rue Marcel Sembat et du boulevard de Fraissinette. Conçu et développé par l'équipe XXL-Civita-Spirit, ce projet se caractérise par la qualité de la construction (matériaux durables, aménagement soigné des espaces extérieurs...) et par la mise en valeur paysagère du site, ouvert sur les collines du Pilat. 3 types de maisons ont été proposés en location libre : maisons jumelées le long du boulevard de Fraissinette, maisons en pente en fond de parcelle adossée au talus, maisons patio au cœur de l'îlot.

✓ **Un nouveau centre nautique sur le secteur Loti**

Souhaité par les habitants, exemplaire d'une démarche participative de coproduction, le centre nautique Yves Naime a été ouvert à l'été 2013, en remplacement de l'ancienne piscine de la

Marandinière. Ce centre nautique comprend un bassin sportif (25m, 6 lignes d'eau), un bassin destiné aux activités ludiques (bains bouillonnants, aquagym...), une pataugeoire et des plages extérieures.

✓ **Grande Marandinière : un secteur d'habitat en développement**

Après la démolition de la barre Sisley et celle en cours de la barre Féguide, c'est un nouveau quartier qui se dessine sur ce secteur. La reconfiguration de la rue Sisley en voie de promenade avec des vues en belvédère et l'aménagement d'une « coulée verte » ont profondément modifié le paysage urbain du secteur. Ce nouvel environnement a permis à Métropole Habitat de réaliser un programme immobilier de 27 logements locatifs. Dans ce bâtiment collectif moderne et fonctionnel, chaque logement comporte un espace extérieur privatif, balcon ou terrasse. Au rez-de-chaussée, des locaux d'activités (centre social espace-loisirs) ou de services sont déployés le long de la nouvelle rue Sisley.

✓ **La Palle : des résidentialisations de qualité**

La résidentialisation des immeubles du boulevard de la Palle apporte aux habitants de nouvelles terrasses privatives en rez-de-chaussée, des espaces en cœur d'îlots plus agréables, et de nouveaux parcours piétonniers avec aires de jeux. Elle s'accompagne de la réhabilitation des immeubles (réfection des façades, changement des garde-corps...). Des opérations de résidentialisation ont été menées immeuble par immeuble de 2006 à 2009. Elles permettent de définir les limites entre les parties publiques ouvertes à tous, et les parties privées. Des petits jardins privatifs sont ainsi aménagés pour chaque logement de rez-de-chaussée.

✓ **Le Pont Aven : du logement social à haute performance environnementale**

Développé par Métropole Habitat, le Pont-Aven est un exemple en matière de construction écologique. Il accueille 20 logements sociaux du T2 au T5. L'ensemble de la conception du bâtiment intègre des critères environnementaux : parois extérieures en brique mono-mur, eau chaude solaire, chauffage collectif au gaz naturel, ventilation intérieure à double flux pour une meilleure circulation de l'air, équipements électriques et sanitaires économes en énergie. La toiture végétalisée permet quant à elle une meilleure conservation de la fraîcheur en été, les auvents du toit protègent les fenêtres du soleil et les eaux de pluie seront récupérées pour arroser les espaces extérieurs...Résultat : une diminution des rejets en CO2 et une baisse significative des charges de chauffage pour les locataires.

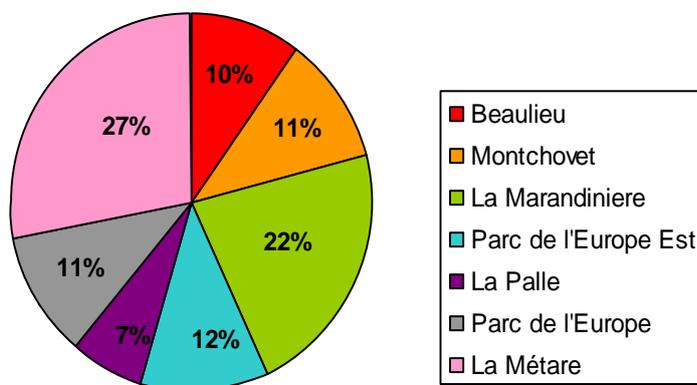
Le réaménagement du boulevard de la Palle a favorisé une meilleure desserte du quartier en transports en commun. Une station de taxis, des pistes cyclables et des pelouses ont été aménagées le long du boulevard, sécurisant ainsi la traversée piétonne entre les terrasses Roinat et le centre hospitalier. A l'intérieur du quartier, la trame piétonnière a été développée dans le principe d'une continuité paysagère entre les différents secteurs. Initiée avec l'aménagement des terrasses Roinat, une coulée verte, nouveau poumon vert du quartier, facilitant la circulation des piétons et des cyclistes, relie désormais le boulevard de la Palle, et plus loin le bois d'Avaize, au Parc de l'Europe.

4. Les jeunes

Il nous a semblé intéressant de focaliser notre regard sur la jeunesse du territoire pour deux raisons. La première est que cette catégorie de la population locale est la plus fragilisée, et qu'elle fait l'objet de nombreux enjeux. La seconde est d'appuyer les orientations d'une politique publique en direction de cette catégorie de la population, notamment celle du Conseil Départemental.

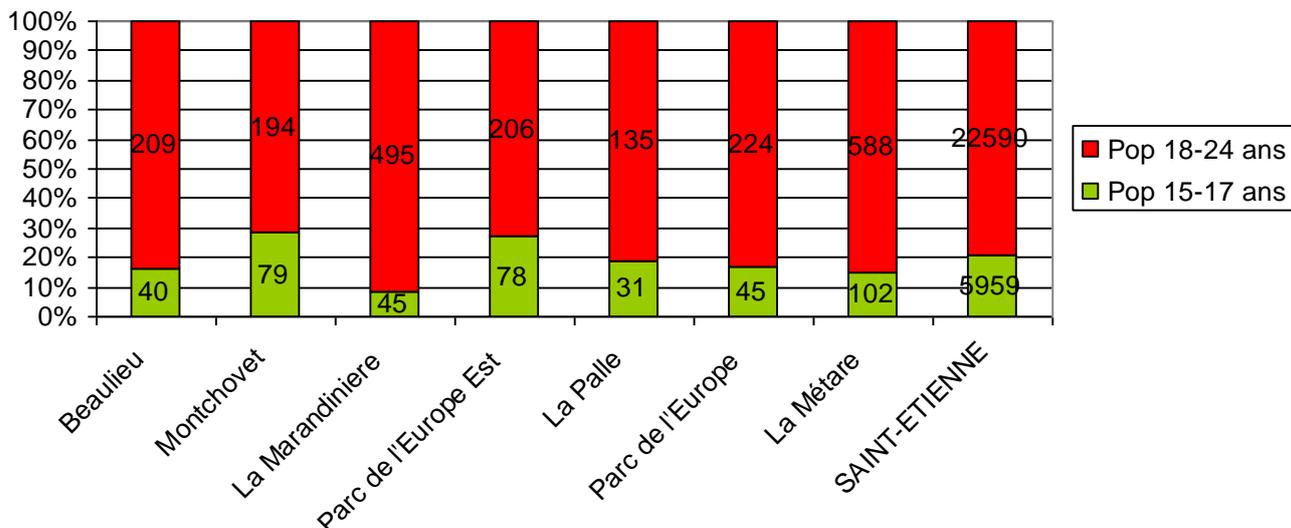
L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) réalise un découpage par âge seulement pour quelques données. Malgré donc le peu de chiffres existants, ils permettent de quantifier et de découvrir la jeunesse sous un angle statistique. Les données dénombrent les jeunes sur les quartiers Sud-est, ceux qui sont scolarisés ou non, les chômeurs, et les 15-24 ans vivant seuls.

Répartition de la population 15-24 ans sur les quartiers Sud-est
en 2007



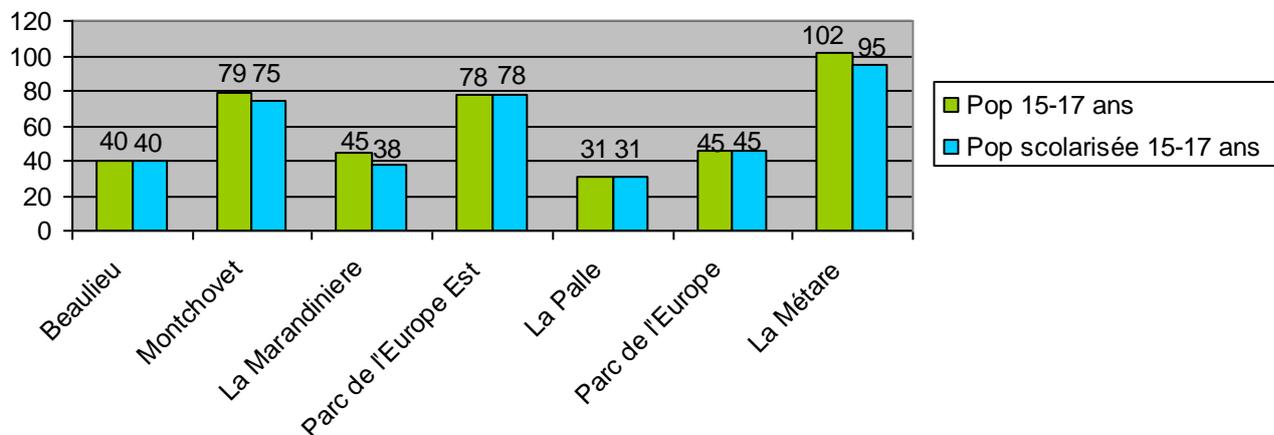
Sur l'ensemble des quartiers Sud-est, les jeunes de 15-24 ans sont 2 470.

Répartition de la population 15-24 ans par tranche d'âge
(en 2007)



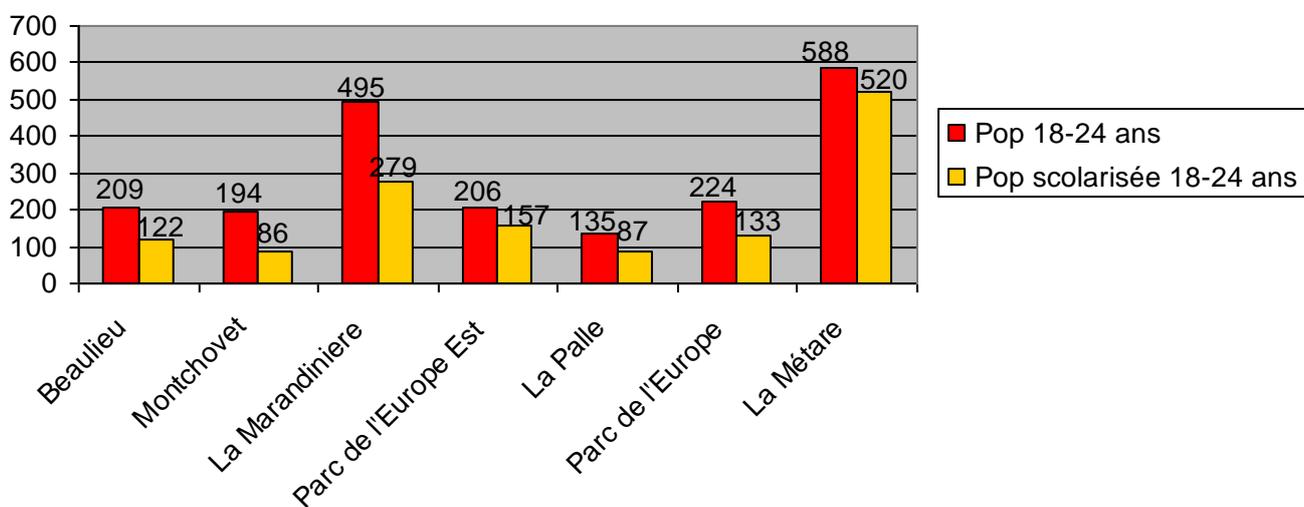
Les jeunes de 15-17 ans sont au total 420 sur les quartiers Sud-est, il représente environ 3% de la population totale. 2 050 jeunes de 18-24 ans vivent sur les quartiers Sud-est, et représentent environ 14% de la population totale.

Population 15-17 ans scolarisée (en 2007)



4 quartiers sur 7 ont leur population de 15-17 ans scolarisée à 100%. Pour les 3 autres quartiers le pourcentage des 15-17 ans scolarisés varie entre environ 84% et 96%. Les 15-17 ans stéphanois sont 95% scolarisés.

Population 18-24 ans scolarisé (en 2007)



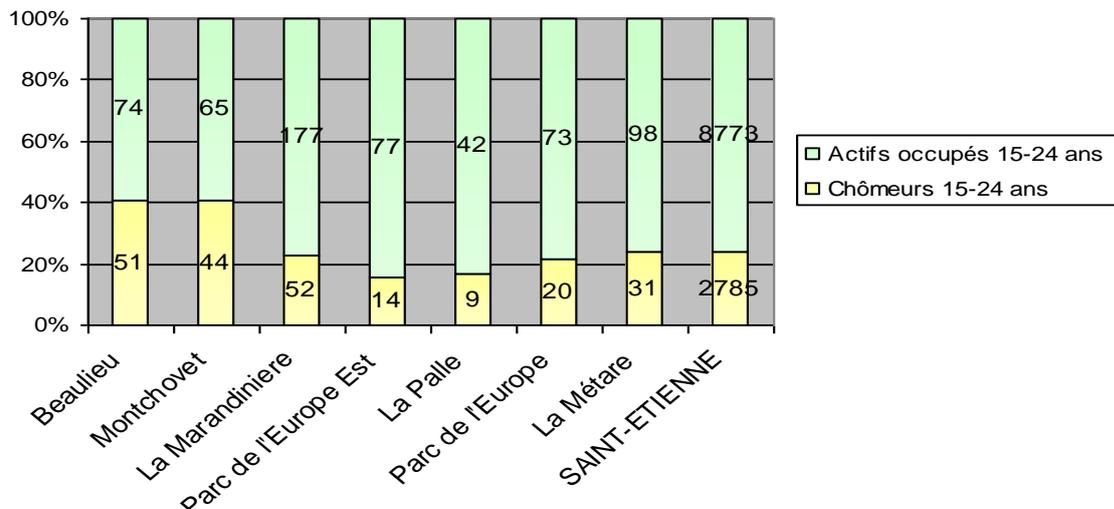
Aucun des quartiers n'a 100% des personnes âgées entre 18 et 24 ans scolarisées.

Les jeunes de 18-24 ans de Saint-Etienne sont 60,7% scolarisés.

76% des 18-24 ans habitant le Parc de l'Europe Est sont scolarisés ; 64% de ceux habitant le quartier de la Palle ; et 88% de ceux vivant à la Métare. Les quatre autres quartiers ont un taux de scolarisation inférieur à celui de la ville :

- ◆ **Beaulieu** : 58,4% des 18-24 ans sont scolarisés
- ◆ **Montchovet** : 44% des 18-24 ans sont scolarisés
- ◆ **La Marandinière** : 56% des 18-24 ans sont scolarisés
- ◆ **Parc de l'Europe** : 59,3% des 18-24 ans sont scolarisés

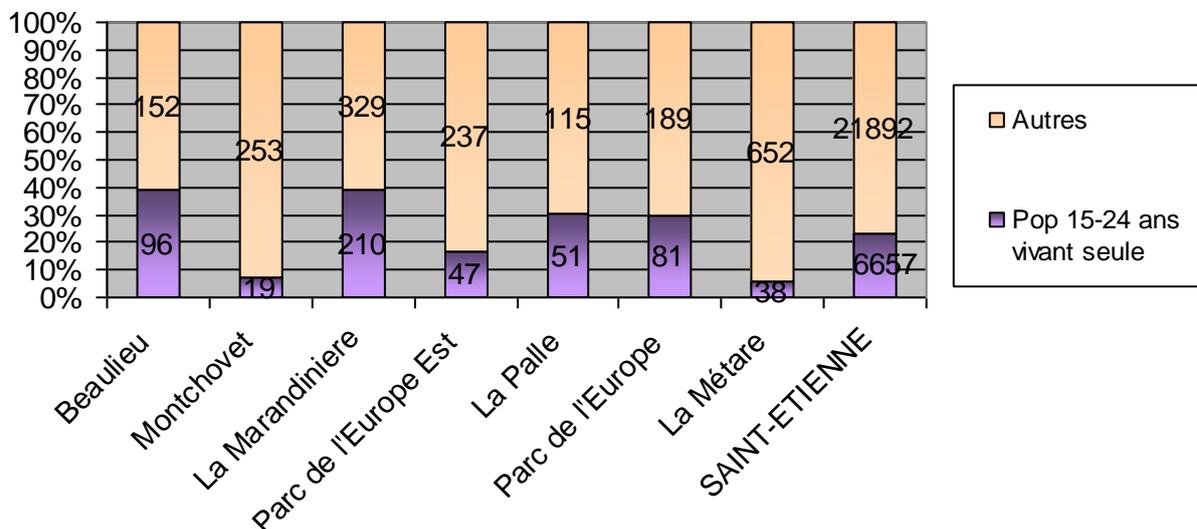
Répartition de la population active des 15-24 ans (Quartiers Sud-est 2007)



Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans est élevé principalement sur les quartiers de Beaulieu et de Montchovet, où il est d'environ 40%. Quatre autres quartiers ont un taux de chômage chez les jeunes d'environ 20% (La Marandinière : 22,7% ; Parc de l'Europe : 21,5% et la Métare : 24%). Les deux autres quartiers sont en dessous de 20%, et ont donc un taux de chômage des 15-24 ans de 17,6% pour la Palle, et de 19,7% pour le Parc de l'Europe Est.

A Saint-Etienne, le taux de chômage des 15-24 ans atteint environ 24%.

Population 15-24 ans vivant seule (2007)



Deux quartiers se distinguent car le taux de 15-24 ans vivant seuls est important. A Beaulieu, et La Marandinière, environ 40% des 15-24 ans vivent seuls. Deux autres s'opposent à ceux-ci : Montchovet, et la Métare connaissent moins de 10% des 15-24 ans vivant seuls.

A Saint-Etienne, un peu plus de 20% de la population des 15-24 ans vit seule.

Il nous a semblé important de mettre en corrélation les données statistiques concernant les jeunes des quartiers sud-est avec une enquête sur les pratiques sociales des jeunes des quartiers sud-est qui d'une part fait ressortir les connaissances que professionnels de l'éducation populaire ont de leurs pratiques sociales, d'autre part le sentiment des jeunes.

L'Enquête a été réalisée auprès des professionnels de l'éducation populaire par l'agence d'urbanisme Epures et la Ville de Saint-Etienne à partir d'un questionnaire commun qui prenait en compte :

- **Les pratiques sociales des jeunes sur la scène publique** (attitude et comportements, pratiques linguistiques, sportives, musicales, religieuses), leurs caractéristiques (pratiques solitaires ou de groupe, encadrées ou spontanées, quel lieu, quel moment), et ce que les jeunes expriment à travers ces pratiques ;
- **Le rapport des jeunes aux autres** (parents, anciens, enfants, autres adultes du quartier, autres jeunes de la ville) ;
- **Le rapport des jeunes aux institutions** (police, école, STAS...);
- **Les réponses que l'action publique peut apporter.**

La **diversité des situations** est vérifiée à travers les points de vue très différents d'un entretien à l'autre, entre les jeunes qui fréquentent les centres sociaux, ceux inscrits dans les établissements scolaires, ceux suivis par la mission locale, ceux accompagnés par un éducateur, ceux repérés par la police...ceux connus par le comité d'habitants. Parfois, un même jeune peut être en lien avec plusieurs structures, mais les acteurs touchent souvent des publics différents.

A l'inverse, **certains jeunes sont en dehors de toute structure** : ils ne fréquentent pas les centres sociaux, ne sont pas suivis par un éducateur, ne sont pas connus de la police...On peut trouver dans cette catégorie des situations très contrastées :

- **Jeunes épanouis** ayant développé une vie sociale complètement extérieure au quartier,
 - **Jeunes en situation d'isolement** et n'ayant pas été encore repérés par les structures de prévention.
- Il est difficile d'évaluer leur poids au sein de l'ensemble des jeunes des quartiers ciblés. L'étude ne contient pas de témoignages les concernant. Ces jeunes « silencieux » ont eux aussi des attentes, des besoins, des richesses qui méritent d'être entendus.

▪ **Concernant le cadre des pratiques sociales des jeunes : lieux, temps.**

Lieux fréquentés par les jeunes

Lorsqu'ils disposent de temps libre, les jeunes se retrouvent majoritairement dans des **lieux publics ou semi-publics** : parcs, rues, parkings, city-stade, pieds d'immeuble (à l'extérieur, sous les porches ou dans les halls). Ces localisations varient selon les **âges** des jeunes et selon les **saisons**. La « rue » (entendue comme l'ensemble des lieux publics) devient le lieu de rencontre principal. C'est un **mode de vie**. A l'exception de ceux, minoritaires, qui sont déscolarisés, les jeunes fréquentent ces lieux en dehors des horaires scolaires. En semaine, ils se retrouvent généralement **à partir de 17-18 h**, et le **week-end dès le milieu de la journée** (certains jeunes prolongent ces soirées tard dans la nuit). Sur ce point, on note d'importantes différences de comportement entre les garçons et les filles. Ils se rendent aussi **les uns chez les autres**, mais cette pratique semble plus rare. Une voiture stationnée est un lieu clos davantage propice qu'un appartement pour se retrouver entre eux. De plus, les familles n'y sont généralement pas favorables.

Le manque d'activités en soirée a également été constaté. Une partie des jeunes fréquentent les **centres de loisirs et les clubs** le soir et le mercredi après-midi. Cependant, les personnes interrogées ont mentionné le fait qu'il y a très peu d'activités organisées le week-end ou en soirée pour les plus de 16 ans. Ce problème se ressent pendant la période d'hiver. Beaucoup de jeunes n'ont pas de locaux et ne savent pas où aller.

Leur mobilité

Pour les 17 jeunes, le territoire est très bien desservi par les transports en commun. Quelques-uns d'entre eux ont fait remarquer qu'il manque encore un service le soir, car à partir de 22h plus aucun bus ne circule

S'ils occupent certains espaces pour une durée donnée, les jeunes sont à d'autres moments **mobiles**.

- Les jeunes se promènent au centre-ville de Saint- Etienne, au Bowling, à Centre-Deux, voire à Lyon, essentiellement en groupe.

- Certains jeunes utilisent des véhicules pour se rendre en boîte de nuit par exemple, sur Saint-Etienne et ses environs. Les filles sortent davantage du quartier, elles se sentent plus libres qu'avant. Il est constaté par ailleurs que ceux qui ont l'opportunité de voyager hors de la région expriment un soulagement, Comme si le contexte local pesait pour ces jeunes.

- dans le territoire sud-est de nettes différences apparaissent entre les quartiers. On constate une sensation de cloisonnement pour certains publics, notamment les garçons résidant à Montchovet.

Les points de vue des professionnels interrogés sur la mobilité des jeunes sont contrastés. Selon certains, on focalise toujours sur les jeunes en difficulté mais **beaucoup se déplacent spontanément**.

Il est néanmoins constaté que certains ne souhaitent pas sortir de leur quartier ou ont des difficultés à se repérer dans l'espace. De fait, l'enclencheur et la capacité des jeunes à se déplacer à l'extérieur de leur quartier est extrêmement **variable** d'un jeune à l'autre. Pour leur insertion professionnelle par exemple, certains sont prêts à partir à l'étranger alors que d'autres redoutent de sortir du territoire, vivant toute excursion comme source de risque. Les jeunes sont très demandeurs de la carte **TER** « coup de pouce ». Cependant, l'acquisition du **permis de conduire** reste le frein essentiel à la mobilité alors que paradoxalement aucune difficulté ni financière, ni un manque d'information n'a été relevé dans les interviews. Les jeunes ont une forte volonté de l'acquérir : ils y consacrent leurs premiers revenus dès qu'ils ont trouvé un emploi précaire, ou une aide. D'autres n'hésitent pas à conduire sans permis.

▪ **Concernant les activités de loisirs**

Quand on demande aux jeunes comment ils occupent leur temps libre, beaucoup répondent « on passe du temps avec nos amis ». Le temps libre est occupé différemment selon la situation du jeune, et son genre. Les filles ne feront pas la même chose si elles sont au chômage, si elles travaillent, ou si elles sont à l'école. Par exemple, leur temps libre est passé pour la plupart chez elles à s'occuper de leur famille, ou entre ami(e)s et le plus souvent en dehors du quartier.

Un garçon qu'il soit au chômage, à l'école, ou qu'il travaille, il passe son temps libre dans le quartier en compagnie de ses amis. Les activités entre amis sont cependant diverses... sport, fête, shopping ou encore multimédia

Les activités encadrées : participation et engagement dans les clubs et associations

Comme il l'a été précisé ci-dessus, certains jeunes ont une pratique d'activités formelles dans des structures.

- Une partie des jeunes des quartiers sud-est fréquente les **clubs sportifs ou culturels** et les **centres de loisirs**. Ils y pratiquent toutes sortes d'activités Mais certains sports ne sont pas pratiqués par certains groupes. Est-ce simplement une question d'envie ou de motivation ? Peut-on parler de freins culturels ? Il semble aussi que certaines structures accueillent difficilement les jeunes. La carte M'ra, qui permet des réductions pour des activités sportives ou de loisirs, est moins utilisée qu'avant. Il est constaté que les jeunes ne sont pas toujours constants dans leurs activités. Les jeunes aiment que ça bouge, que leurs **activités changent régulièrement**. Cependant on rencontre également des

jeunes **capables de s'engager** sur la durée, de prendre des responsabilités. Ils souhaitent « **faire bouger les choses** ».

Les jeunes des quartiers sud-est fréquentent peu les structures. Les activités sont proposées jusqu'à 17 ans, mais les plus âgés continuent à s'y manifester ponctuellement, ils se savent accueillis. **Ils restent demandeurs de projets, d'activités** : certains souhaitent partir à l'étranger ou faire un voyage humanitaire ; d'autres jeunes ont exprimé le désir faire des chantiers (rénovation des cages d'escalier, fresques sur le patrimoine immobilier du quartier) afin de financer leurs projets.

On peut affirmer de manière générale que les **structures traditionnelles pâtissent d'un large déficit d'image** (apparemment trop intimement associées aux centres de loisirs). Les jeunes préfèrent investir l'espace public.

De fait, quel que soit leur lieu d'habitation, les jeunes expriment souvent des **désirs contradictoires** : d'un côté ils ont le désir de rentrer dans la vie adulte, de devenir autonomes (obtenir le permis, commencer à travailler), d'un autre ils ont des envies juvéniles. Le rôle de l'adulte est alors nécessaire pour les accompagner, leur rappeler leurs projets, les aider à s'engager. Il existe aussi des jeunes qui **n'adhèrent pas du tout aux activités encadrées**. Tous les professionnels de l'éducation interrogés affirment que ce type de réaction n'est pas du tout illogique pour un adolescent ou un jeune adulte, qui se positionne spontanément en dehors de toute structure et rejette les cadres, les contraintes et les règles. Par exemple, le respect de l'arbitre ne va pas forcément de soi. L'important est que le jeune ne se complaise pas dans une situation de toute puissance et qu'il puisse trouver des adultes soucieux de continuer à dialoguer avec lui.

Les éducateurs ont fait remarquer que **les jeunes de 16-20 ans ne sont pas toujours intéressés par les activités « occupationnelles »**. Leurs attentes vis-à-vis des structures sont beaucoup plus tournées vers l'emploi, qui devient une priorité. Beaucoup des jeunes (13 sur 17) n'ont aucune source de revenus formelle. Quelques-uns d'entre eux ont bien voulu se confier, et ont avoué que l'argent facile ne s'obtient pas forcément de manière légale (travail au noir, ou activités illégales). Pour 4 d'entre eux, les sources de revenu sont leur salaire ou une bourse ou aide de la part d'un organisme comme la mission locale. Enfin, pour certains jeunes il y a aussi des aides de la part de la famille, ou des amis. Ainsi, à l'approche de l'été, ils sont très nombreux à solliciter l'ADSEA ou d'autres organismes (Mission Locale) pour trouver un emploi temporaire (chantier ou autre)..

- **Concernant les loisirs informels : détente, sport, musique, informatique.**

Détente informelle

Parce qu'ils fréquentent moins les structures de loisirs que les enfants ou les adolescents, les jeunes de 16-20 ans consacrent une grande partie de leur temps libre à des pratiques sociales non encadrées. Lorsqu'ils se rassemblent dans les lieux publics, les jeunes apparaissent souvent **oisifs** aux yeux des passants. L'oisiveté peut venir d'un désœuvrement mais aussi d'un besoin de se retrouver sans programme précis ni contrainte, de se détendre. Cette attitude interroge, certainement parce qu'elle n'est **ni passive ni effacée**. D'une part, les jeunes ont une certaine activité : ils discutent, fument, consomment de l'alcool, écoutent de la musique, tournent en voiture... « Ils aiment être oisifs, boire et fumer dans un parc ou sur un parking. » Mais surtout, ils cherchent à **entrer en interaction** avec les passants. « Ils se font remarquer pour montrer qu'ils sont là. » « Souvent, ils interpellent les gens. »

- Les jeunes des quartiers sud-est qui « squattent » sont très minoritaires. On compte environ 30 jeunes qui se regroupent au pied des immeubles ou aux abords des commerces, tous n'habitant pas le quartier. En plus des occupations évoquées ci-dessus (musique, voiture, alcool...) le barbecue est une habitude en été.

Le sport

En ce qui concerne le sport, les pratiques sont très **différenciées selon les sexes** : les garçons sont fan de football (ou de soccer), et dans une moindre mesure, d'arts martiaux ; les filles préfèrent la natation, le volley, le basket, le badminton, la danse, le stretching. De manière générale, les garçons se consacrent davantage à la pratique sportive que les filles. Il semblerait que le sport est plus pratiqué que les activités culturelles, mais que cette pratique s'arrête souvent à la fin de la période scolaire.

La musique

Les jeunes montrent **très peu d'intérêt pour le cinéma, les festivals, l'opéra, le théâtre**, voire ignorent complètement ces domaines. En revanche, les **musiques contemporaines** –Rap, Rnb, tecktonik, funk– ont toujours autant de succès parmi les jeunes. La pratique musicale évolue avec les technologies : les mp3 sont devenus un objet inséparable, beaucoup de jeunes téléchargent de la musique sur Internet et enregistrent facilement des morceaux avec des logiciels comme « Cubase ». Les jeunes s'intéressent de plus en plus la musique par ordinateur. Certains jeunes appartiennent à un groupe de musique. Certains écrivent des textes de rap et passent plus difficilement le cap de chanter leur texte. La pratique musicale se limite à écouter des morceaux, de manière individuelle (baladeurs) ou collective.

Le multimédia

Le multimédia est devenue une activité à part entière. C'est même la première pratique culturelle préférée des jeunes. Les tendances constatées ne semblent pas propres aux jeunes des quartiers populaires : **elles traversent toute la jeunesse**. L'informatique est mobilisée pour deux objectifs essentiels par les jeunes : se divertir (jeux, logiciel second life, vidéos, musique) et communiquer (MSN, Facebook, blogs, messagerie). L'échange semble se faire autour de sujets plutôt fermés, avec des gens qui leur ressemblent. **La communication par Internet ne les isole pas** car elle est source de rencontres (même s'il n'y a pas de face-à-face) **mais ne les aide pas à s'affirmer**. Internet est peu mobilisé pour s'informer, s'engager. Le chat est un mode d'expression particulier, pour lequel la parole est limitée.

La pratique des **jeux vidéo** peut prendre une place considérable dans la vie de certains jeunes, aujourd'hui encore minoritaires. Mais les conséquences de ce mode de vie sont profondes, sur le plan social (isolement) comme sur le plan scolaire ou professionnel. La plupart des jeunes sont très **à l'aise sur les fonctions essentielles** de l'ordinateur mais il existe un niveau au-delà duquel ils plafonnent. Ils ne maîtrisent pas toutes les finalités de cet outil pour leur insertion (trouver un emploi, postuler en ligne...). Il existe enfin quelques jeunes en difficulté qui sont à l'inverse **très éloignés du monde de l'informatique**, ils ne savent pas le manier.

Les familles sont de plus en plus équipées en matériel informatique. Certains parents considèrent que l'acquisition d'un ordinateur est une priorité, notamment en vue de donner à leurs enfants un support scolaire supplémentaire. Les jeunes utilisent donc l'informatique de plus en plus **à domicile**. Cette pratique se fait généralement **en solitaire** car ils n'aiment pas que leurs copains connaissent leur vie privée (Internet étant utilisé pour communiquer avec des filles ou des garçons). En

conséquence, les jeunes viennent peu se servir des postes dans des structures. Les espaces publics numériques sont plutôt mal investis par les jeunes.

- **Concernant les comportements et attitudes des jeunes**

Civisme

Les pratiques de certains jeunes dérangent les usagers et habitants des quartiers sud-est sans pour autant se révéler trop graves. Des **conflits de voisinages** apparaissent de temps à autres en raison des **nuisances sonores** (musique très forte), les jeux de ballon, ainsi que les déchets laissés dans les espaces communs (bouteilles, canettes...). Ces nuisances sont plus fortes en été qu'en hiver. Des jeunes se livrent parfois à certaines dégradations (boîtes aux lettres endommagées). En hiver, ils occupent les commerces, dégradés pour certains (Square Renoir), et quelques pieds d'immeubles. Ce qui intimide les habitants, sans toutefois leur faire réellement peur. Le **sentiment d'insécurité a beaucoup diminué** surtout dans le quartier de Montchovet. Néanmoins, il reste quelques **zones de non-droit, et les problèmes de délinquance peuvent être graves**. Les actes de violence sont rares, hormis quelques bagarres, mais des armes ont déjà été utilisées pour régler des comptes.

Pratiques addictives

Les pratiques addictives évoquées par les personnes interrogées concernent essentiellement l'alcool et la drogue. Les acteurs de terrain sont assez alarmistes sur la zone de Montchovet. Ils constatent que certains jeunes consomment fréquemment de l'alcool. L'emprise de l'alcoolisme ne concerne pas que les jeunes; elle est préoccupante pour toutes les classes d'âges. Une forte minorité de jeunes ne consomme pas seulement du cannabis, mais aussi des drogues dures. En outre, les « mélanges » aggravent les répercussions sur la santé. Les éducateurs accompagnent quelques jeunes qui ont une consommation quotidienne très élevée sans en être conscient. Pour les parents, il est difficile de contrôler et d'interdire ces pratiques une fois que leur enfant est devenu dépendant. Une autre difficulté est de tenir les plus jeunes à l'écart.

Pratiques linguistiques

La pratique de **langues étrangères** est très peu répandue chez beaucoup de jeunes des quartiers sud-est (hormis leur langue d'origine éventuelle). Ils parlent un langage souvent **imagé**, qui mélange argot, français et arabe. L'aspect très **familier** de ce langage peut mettre les jeunes en difficulté car ils ne savent pas adapter leur discours en fonction des personnes. Ayant un vocabulaire limité, les jeunes ont **du mal à exprimer leurs pensées**, ce qui peut entraîner une frustration. D'où l'importance, pour les adultes, de prendre le temps de communiquer avec eux. Ces difficultés de langage les enferment dans l'image de « jeunes de quartier » ou « jeunes d'origine étrangère » par les employeurs. Ils souffrent de cette image et ont la volonté de s'en détacher. Exceptionnellement, le fait de ne pas se faire comprendre peut être volontaire. Certains jeunes parlent fort dans la rue, s'insultent, et ... Ils parlent avec agressivité de la société qui les entoure. Cela peut s'expliquer par le contexte socio-économique difficile auquel ils sont confrontés. Ils utilisent également un accent pour se donner une image mais c'est le plus souvent un phénomène de groupe. Beaucoup s'expriment très bien.

De **nouveaux modes d'expressions** naissent. Alors que les jeunes aiment de moins en moins lire, il est possible de travailler sur les mots à travers le rap et le slam.

- **Qu'est-ce que les jeunes expriment à travers ces attitudes ?**

Pour les professionnels il est **difficile de savoir comment les jeunes se voient eux-mêmes**. Selon certains d'entre eux, les jeunes ne cherchent pas à exprimer une idée particulière à travers les

attitudes qu'ils adoptent dans les espaces publics ou les associations qui proposent des loisirs. Au contraire, ils ont du mal à exprimer leurs souhaits, leurs désirs, ainsi qu'à canaliser leurs émotions. Selon plusieurs personnes, les comportements source de nuisances ou en retrait renvoient au **sentiment d'exclusion** qu'ils ont vis-à-vis de la société. C'est un public fragile, qui peut basculer d'un moment à l'autre. Certains professionnels y voit enfin une **interpellation** : « dégrader c'est exister ». Les jeunes en difficulté accompagnés sont persuadés qu'il n'y a pas d'issue pour eux ; ils se confortent mutuellement dans cette idée. Ils n'ont pour la plupart pas de conscience politique, pas de conscience de la mondialisation. Quelques-uns se sont néanmoins intéressés à la politique lors des élections présidentielles, mais ont finalement peu d'espoir pour que les dirigeants fassent évoluer leur situation. D'autres jeunes, à l'inverse, s'engagent dans des instances politiques en souhaitant aider ces derniers à avoir un esprit critique. Il est **difficile d'identifier une expression collective des jeunes**. Ils expriment leurs **préoccupations plutôt qu'un malaise**. Tout comme les adultes, ils sont préoccupés car les médias annonce un avenir sombre. Mais ils ont des capacités d'initiatives, ils ont des idées que l'on devrait accompagner. Apparaît, dans certains quartiers, le développement au sein de certains groupes de jeunes le développement d'une « morale enclavée ». Il apparaît que celle-ci se bâtit largement sur la base d'un phénomène de sur-allégeance au groupe de pairs en opposition à un corps social dont les individus se sentent exclus. Ceci se traduit en particulier par :

- des phénomènes d'appropriation de l'espace public,
- une référence systématique au quartier comme facteur identification,
- un cloisonnement relatif de ce public.

▪ *Concernant les repères et l'identité*

Repères sociaux et religieux

✓ **Les pratiques religieuses des jeunes**

L'appartenance **religieuse** musulmane est **revendiquée** par beaucoup mais elle est souvent symbolique. Cela crée une identité : « on ne mange pas de porc ». Mais tous les interdits ne sont pas respectés : « Ils boivent et fument ! ». **Certaines filles sont plus fidèles** à des préceptes religieux ou culturels : « on respecte la virginité ». Un certain nombre d'entre eux font assidument le Ramadan mais restent discrets sur cette pratique. Les pratiques religieuses des jeunes sont finalement **très variées**.

✓ **Identification sociale**

Les jeunes ne s'identifient pas au groupe qu'ils fréquentent mais ils se reconnaissent comme « **jeunes de quartiers** ». Leur identité est à la fois marquée par leur âge, par le type de quartier qu'ils habitent, et par leur condition sociale. Ils revendiquent de ne pas « être du même monde ». Cette identité se révèle à travers **leur manière de parler et leur tenue vestimentaire**. Le **paysage**, constitué de grands bâtiments avec beaucoup de jeunes dans la rue, y participe également. C'est une identité de classe sociale et de culture. Ils mettent en avant la culture arabe même si la plupart ne parle pas arabe et n'aime pas le bled.

Repères géographiques

La référence au **quartier** reste forte chez les jeunes. Ce repère serait très dépendant de la configuration urbaine. En fait, il semble que de même que pour la religion, **l'identification au**

quartier est forte mais symbolique. Certains professionnels pensent que les jeunes, se sentent à la fois Français, jeunes de quartier, jeunes d'origine étrangère, jeunes stéphanois selon les moments.

Leur connaissance des associations

Les associations ou services les plus connus sur le quartier de Montchovet sont la MJC, le centre social « Espace Loisirs » et l'ADSEA 42. A la question « Est-ce que les institutions, les associations des quartiers Sud-est répondent à vos besoins ? », les réponses sont partagées.

Les jeunes trouvent les réponses satisfaisantes car il y a une grande part de sincérité, et que les associations sont à proximité des jeunes. Il faut remarquer que la population jeune qui répond cela est une population qui utilise les services des associations.

Cependant, 13 jeunes sur 17 ont répondu « non » à cette question. Le manque d'information sur ce qui existe sur les quartiers (les activités, ou même quelles sont les associations ou service présents), et l'accessibilité financière ou physique de ces associations pourraient expliquer que les structures des quartiers Sud-est ne répondent pas toujours aux besoins de la jeunesse.

Beaucoup ont insisté sur le fait que le lien entre les plus de 16 ans et les associations n'existe pas et que c'est pour cela qu'il y aurait un désœuvrement de cette population : « On ne nous propose plus rien aujourd'hui, il n'y a aucune activité adaptée pour les jeunes. A défaut de nous proposer des activités, on n'a même plus de quoi exercer une activité sportive. »

De plus, ils ont fait remarquer que certaines activités ou services proposés par les associations payantes ne sont pas accessibles pour tout le monde. Le chômage est très présent sur le quartier et touche essentiellement la population jeune. Certains jeunes ont le sentiment qu'ils ne bénéficient pas d'avantage sur les activités proposées, et certains ne peuvent donc pas se permettre de les faire.

Ce sentiment est à recueillir avec précaution car les avis sont encore différents sur cette question de l'accessibilité financière. Les jeunes qui connaissent bien leur droit, ou qui bénéficient d'une aide (bourse, carte M'ra,...) trouvent les activités très accessibles.

Leur insertion dans la vie du quartier, leur implication dans la vie politique

Certains jeunes se sentent impliqués dans la vie du quartier parce qu'ils y habitent. « La solidarité est présente dans le quartier, c'est comme ça que nous sommes impliqués ». D'autres au contraire, ne cherchent pas à s'impliquer dans la vie du quartier parce que cela ne les intéresse pas et que malgré tous les efforts qu'ils peuvent faire leurs idées ou projets n'aboutissent jamais.

De plus, les jeunes s'intéressent à l'actualité, à ce qui se passe en France et dans le monde. Mais, pour un grand nombre d'entre eux la politique ne suscite pas leur intérêt, car c'est compliqué et bien souvent inaccessible.

Leurs attentes :

La construction d'équipements sportifs est la première demande des jeunes, qui aimeraient voir renaître le sport sur le quartier de Montchovet. L'implantation de la piscine suscite beaucoup d'intérêt. Tous les jeunes sont ravis que la piscine ait été construite. Certains disent que c'est une occasion pour reprendre un sport, d'autres que cela va permettre d'avoir une activité entre amis.

La constitution d'un groupe ou d'un club de danse, de stretching ou autre sport de remise en forme serait très appréciée chez les filles, qui aimeraient faire du sport dans leur quartier. De plus, les filles

ont émis l'idée de proposer des camps à l'étranger pour les 18-25 ans, car l'envie « d'évasion », de « sortir du quotidien et du quartier » et de « découvrir de nouveaux horizons » est très présente.

Les jeunes ont aussi formulé des demandes moins formelles, comme davantage de présence de la part des associations. Les jeunes attendent des professionnels qu'ils viennent jusqu'à eux pour leur proposer des activités, ou des services. L'éducation aux loisirs, à la mobilité et à aller chercher l'information ne sont pas ancrées en cette génération comme une évidence. C'est pourquoi la génération des 15-25 ans a plus de difficultés à sortir du quartier, à récolter l'information dont elle a besoin, et à faire des activités.

Enfin, les jeunes du quartier de Montchovet souhaiteraient bénéficier d'avantages sur les activités, spectacles, concerts, ... proposés par les associations du quartier. Selon leur âge et leur situation, ils aimeraient participer à ces activités mais l'accessibilité financière n'est pas toujours possible pour ces jeunes.

5. Les équipements du territoire, les projets en cours

Le territoire ne manque pas de projets

Ils sont proposés par les acteurs intermédiaires qu'ils soient publics ou associatifs : projet de micro-crèche, projet d'épicerie sociale et solidaire, projet de création de jardins, Maison des projets, groupes Projet « Fête du jeu », « Fête de quartier »... On peut cependant constater que certains projets ont du mal à émerger, voire sont abandonnés pour des raisons de faisabilité financière.

Le territoire ne manque pas d'instances de démocratie participative

Les quartiers Sud-Est comptent deux Conseils de Quartier. Le Comité des 4 quartiers est également bien impliqué et en lien avec les acteurs associatifs, notamment avec les 2 centres sociaux. Le territoire ne montre pas de déficit de consultation/concertation avec les habitants sur le plan social (dernier diagnostic partagé, enquête auprès des jeunes...).

Les structures d'animation ont des projets associatifs globalement stabilisés

- Le Nouveau Théâtre de Beaulieu – NTB vient de réécrire son projet associatif.
- Le FJEP propose 26 sections d'activités à dominante sportive et gère un secteur social sur le haut de la Métare structuré autour d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et d'une activité d'accueil périscolaire (depuis 1992).
- Le centre social de Beaulieu, en gestion directe par la CAF, déploie une activité plutôt complète avec une crèche de 64 places, un secteur enfance confié aux Francas, un secteur adultes qui s'appuie sur des partenaires associatifs, une activité d'alphabétisation et un secteur social ; sans compter l'accueil dans ses murs de la médiathèque municipale.
- Le centre social Espace Alfred SILSEY a bénéficié d'un relogement dans des locaux neufs, rue Sisley et déploie une activité classiquement organisée en secteurs.
- Le centre social Jardin des Plantes vit une période difficile. Son agrément centre social ne sera probablement pas renouvelé à la fin de l'année 2016. Les structures environnantes sont d'ores et déjà mobilisées pour imaginer, aux côtés des principaux financeurs que sont la CAF de la Loire, la ville et le Département, comment reprendre les services de proximité lorsque l'association aura cessé son activité.

Deux centres sociaux aux actions complémentaires sur un même territoire**CARTE D'IDENTITE****Centre social de Beaulieu****Historique**

Créé en 1966, le CSB fait partie d'une structure plus large gérée par la Caf de la Loire. Il est bien implanté au cœur du territoire des quartiers sud-est.

Public, caractéristiques

1308 familles adhérentes en 2015

Public : seniors, familles et enfants nombreux

Mixité sociale et générationnelle

50 bénévoles impliqués

Secteurs d'intervention et services

- **Un établissement d'accueil** du jeune enfant de 64 places créé en 2003.
- **Un relais d'information et d'accueil petite enfance**
- **Un accueil de loisirs sans hébergement** comprenant également un secteur périscolaire (ateliers et accueil)
- **De l'accompagnement à la scolarité**
- **Une ludothèque**
- **Une offre d'activités** importante orientée principalement autour du bien-être et des pratiques culturelles avec l'engagement de s'inscrire dans des actions transversales
- **Des ateliers sociolinguistiques**
- **Un espace public numérique** en cogestion avec le centre social Espace Sisley
- **Des permanences d'accès aux droits**
- **Des actions** santé, intergénérationnelles, éducatives, culturelles, territoriales
- Une antenne de la **médiathèque municipale**
- **Des expositions**

CARTE D'IDENTITE**Espace Alfred Sisley****Historique**

L'espace Alfred Sisley est le nouveau nom de l'association (Espace Loisirs) qui a été créée en juin 2000. Cohabitait dans le même bâtiment pendant 14 ans avec la MJC, l'association a été relocalisée en février 2014 dans des locaux neufs au pied d'un immeuble dans le quartier de la Marandinière.

Public, caractéristiques

En 2015, le centre social compte 1372 adhérents, enfants jeunes et adultes rattachés à 535 familles. Globalement, on constate une bonne mixité sociale chez ses adhérents grâce à la reprise de la gestion des ateliers de l'esplanade. Une vingtaine de bénévoles s'impliquent à différents niveaux

Secteurs d'intervention et services

- **Un accueil collectif de mineurs** qui regroupe un centre de loisirs, des accueils périscolaires (les Ateliers Périscolaires/ des ateliers éducatifs/un accompagnement à la scolarité.).
- **Un accompagnement partenarial des jeunes adultes** (centré sur les chantiers éducatifs, l'accès au sport et à la culture, et la mise en lien avec les services publics de l'emploi)
- **Un secteur adultes et familles** qui offrent de nombreuses activités socioculturelles (activités artistiques et sportives, activités familiales, groupe de parole, apprentissage sociolinguistique, jardin partagé).
- **Une maison des projets** qui développe avec le soutien d'un adulte relais et d'une animatrice la communication avec la population locale.
- **Un service insertion** qui s'appuie sur un relai emploi et le dispositif LOIRE

Complémentarités/différences**Centre social de Beaulieu**

Citoyenneté

Espace Alfred Sisley

Citoyenneté

Le CSB, établissement en gestion directe, est depuis 50 ans un service spécifique de la Caf. Il doit trouver son identité entre réussir à concilier son fonctionnement institutionnel avec la nécessité de favoriser l'implication des habitants. Lors de l'agrément de son projet d'animation globale précédent, il lui a été demandé de s'engager plus avant dans une démarche de participation des habitants. Il a mis en œuvre différentes actions dans ce sens. Malgré tout le CSB reste moins expérimenté dans le domaine de l'engagement citoyen. La mise en place récente d'une instance de concertation le LIEN témoigne de sa volonté de mise en mouvement plus « politique ».

Toutefois sa force réside toujours dans l'engagement d'action de ses nombreux bénévoles qui favorise les interactions entre des publics d'horizons divers. Il s'efforce de développer la transversalité, la mutualisation des compétences, l'implication citoyenne des adhérents et des associations accueillies, aussi bien au niveau individuel que collectif.

De par son fonctionnement, Espace Sisley est plus expérimenté dans le soutien à l'exercice de la citoyenneté puisque la fonction employeur est endossée par les habitants.

Aussi, le centre social expérimente depuis quelques années, aux côtés de la fédération des centres sociaux de la Loire/Haute-Loire et de l'université de la vie associative, de nouveaux modes de participations citoyennes (développement du pouvoir d'agir des habitants), par la formation de ses administrateurs, des partenaires, de la population.

Le centre social dispose d'un poste d'adulte relais pour développer la participation des habitants.

Le CSB fait partie du comité de pilotage du Conseil de Quartier.

Espace Sisley porte le conseil citoyen et héberge un comité d'habitants.

Les deux centres sociaux s'informent, se représentent mutuellement et réfléchissent ensemble sur ces instances.

Des membres du personnel des deux équipes ont participé à la formation Développement du Pouvoir d'Agir organisée par la Fédération des centres sociaux permettant d'avoir un référentiel commun.

Le CSB pourra s'appuyer sur l'expérience et les compétences de l'Espace Sisley en matière de citoyenneté.

Centre social de Beaulieu

Enfance / Jeunesse

Le CSB offre de nombreux services spécifiques et agréés dans le domaine de l'enfance et la petite enfance. Ils bénéficient à toute la population des quartiers sud-est et sont reconnus : la crèche, le RIAPE, la ludothèque et l'ALSH.

En revanche, le public jeune ne fréquente pas spontanément le CSB, s'adressant plus massivement à d'autres partenaires du territoire. Le CSB envisage de développer son secteur jeunes/jeunes adultes. Il étudie la possibilité d'ouvrir plus largement son secteur ados à des jeunes de plus de 15 ans. Il cible le public

Espace Alfred Sisley

Enfance / Jeunesse

Depuis sa relocalisation Espace Alfred Sisley connaît une augmentation de la fréquentation des enfants et des jeunes dans ses accueils collectifs de mineurs (centre de loisirs/aide aux devoirs/activités périscolaires). Ses nouveaux locaux sont plus spacieux et fonctionnels.

Espace Sisley œuvre depuis plusieurs années en direction des adolescents et des jeunes adultes aux côtés de l'équipe de la prévention spécialisée et la MJC/Nouveau Théâtre de Beaulieu. A travers les activités développées, le travail éducatif porte sur l'acquisition de la plus

étudiant, nombreux dans les quartiers sud-est et peu impliqué (engagement bénévole, proposition d'activités adaptées à ce public...)

grande autonomie possible et l'insertion professionnelle.

Le centre social renvoie systématiquement les familles qui expriment des besoins de garde pour les enfants de moins de 3 ans vers le centre social de Beaulieu qui est spécialisé dans l'accueil de ce public

Le CSB pourra envisager un partenariat avec CS Sisley autour de son nouvel axe « jeune ».
La crèche est particulièrement attentive à l'accueil d'enfants orientés par Espace Sisley.

Centre social de Beaulieu

Familles

Le CSB met en œuvre des actions dans le cadre de son projet santé.

Il propose des sorties et loisirs de proximité, des ateliers parents/enfants avec l'objectif de permettre aux familles de s'en emparer afin de les réinvestir dans le cadre familial.

Les animations intergénérationnelles sont nombreuses, fréquentes et bien investies par le public.

Les activités proposées s'appuient sur les équipements disponibles en interne : ludothèque, médiathèque, associations partenaires...

Espace Alfred Sisley

Familles

Le centre social Alfred Sisley a beaucoup développé les sorties et week-ends familiaux (1 par mois). Cette orientation correspond à une demande forte des familles des quartiers sud-est, notamment celles défavorisées qui éprouvent le besoin de sortir du quartier pour échapper quelques instants à la pression de leur environnement et pour ouvrir l'esprit de leurs enfants.

Actions communes : départ en vacances via VACAF

Les deux centres sociaux proposent des actions de formats différents qui permettent une complémentarité au niveau de l'offre.

Perspective d'associer plus largement usagers et habitants à des temps d'animation intergénérationnel.

Insertion

Le CSB s'inscrit dans l'accès aux droits à travers les différentes permanences : écrivain public, CPAM, CARSAT...

Les ASL permettent un apprentissage du français. Ils proposent également des séances de formation et d'information collectives afin de favoriser l'autonomie des apprenants dans leurs

Insertion

L'Espace Alfred Sisley a repris l'activité du relais emploi lors de la cessation d'activité de l'association carrefour informatique. Depuis, il a développé son service insertion en s'inscrivant dans le dispositif LOIRE INSERTION RETOUR A L'EMPLOI (anciennement PLIE). Le centre social a acté une absorption de l'association

démarches

Montchovet 3+ qui œuvre pour l'insertion par l'économique dans le quartier en réalisant principalement l'entretien des espaces verts du territoire.

Le CSB se situe plus en amont de l'insertion professionnelle tandis que le CS Sisley accompagne et aide à la recherche d'emploi.

De nombreuses interactions existent et sont indispensables entre les deux structures. Les publics sont réorientés en fonction des besoins.

Le CS SISLEY met en place une activité d'apprentissage sociolinguistique avec le soutien de CSB, dans une logique de complémentarité.

Centre social de Beaulieu

Public

Le CSB reçoit un public très mixé en termes d'âge et d'origine sociale. Ceci s'explique par ses 50 ans d'existence, son implantation géographique, son offre de service. ...

Le rayonnement du CSB s'étend à tous les quartiers sud-est et même au-delà.

Les locaux rassemblés en un même lieu facilitent la rencontre et le mélange des publics.

Les seniors sont nombreux, les jeunes presque absents....

Espace Alfred Sisley

Public

Le centre social Alfred Sisley accueille des publics plus précarisés des quartiers environnants (sud-est), résidant globalement dans les zones inscrites dans la géographie prioritaire de la politique de la ville. Cependant, la reprise des ateliers artistiques de l'esplanade a permis d'accueillir une population économiquement plus aisée avec des pratiques culturelles régulières. Le croisement de ces nouveaux adhérents contribue largement à une ouverture vers la mixité

Espace Sisley porte la commission vieillissement des quartiers sud-est dont le public bénéficiaire est majoritairement usager du CSB.

Il pourra s'appuyer plus fortement sur certains secteurs du CSB tels que la ludothèque et la médiathèque qui constituent des outils d'animation de proximité (mis à sa disposition).

Partenariat/ actions communes

Diffusion auprès du public d'information sur les animations développées sur le territoire

Implication dans les groupes de travail du territoire

Portage des actions collectives de territoire : fête du jeu et de quartier, bourse aux jouets, vide-grenier, cinéma plein air....

EPN cogéré

Formations communes : DPA, formation « émotions et petite enfance »

Axes de développement sur le territoire

Coordination de l'offre ASL sur le territoire

Accès aux droits à développer avec la Caf: partenariat des deux centres en s'appuyant sur l'adulte relais

Interaction entre les axes économie sociale et solidaire et projet étudiants

Projet d'adhésion commune

Implication dans groupe réussite scolaire /parentalité co-piloté par les deux centres sociaux

Réflexion à mener sur l'accompagnement au départ d'adultes isolés en collectif sur un lieu de séjour dédié

Au sein de la commission vieillissement engager une réflexion sur l'accueil et l'accompagnement des migrants âgés

Sur thématiques citoyenneté, réfléchir à des animations communes entre les 2 structures en s'appuyant sur l'adulte relais présent à Sisley

V. Le précédent projet

1. L'évaluation générale des missions



Ce qui nous a aidé à réaliser nos missions

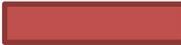
De nouveaux projets que nous avons entrepris/ Nos nouveaux locaux/Les nouvelles dynamiques dans l'équipe (Transversalité travail en équipe, soutien)/Les relations fructueuses avec nos partenaires du territoire/Les moyens financiers Budget/Formations/Mixité sociale des adhérents/Des idées innovantes/L'envie/Le professionnalisme de l'équipe/Le partenariat dynamique/Moyens financiers suffisants/Personnes très impliquées dans la vie du centre



Ce qui nous a freiné dans la réalisation de nos missions

L'éparpillement géographique des activités/Manque d'expérience/Manque de communication/Rivalités partenariales/Manque de Temps/Difficultés à mobiliser les habitants/Implication inégale des acteurs du centre social/La multitude de problématiques à traiter qui crée un sentiment d'éparpillement/Manque de visibilité/Manque de transversalité dans la mise en œuvre de certaines actions/Parfois manque d'information/Manque d'écoute/Direction pas toujours disponible/Adhérents trop consommateurs pas assez acteurs/Difficultés de communication avec le secrétariat/Surcharge de travail administratif.

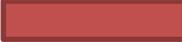
MISSION 1 : Un équipement de quartier à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la population habitant à proximité, offrant accueil, animation, activités et services à finalité sociale.

<p>Actions à maintenir et à développer</p> 	<p>Action à corriger</p> 	<p>Action à abandonner</p> 
<p>Le centre social a emménagé dans de nouveaux locaux qui permettent un meilleur accueil de la population : le nombre d'adhérents a sensiblement augmenté, notre offre d'activités et de services s'est développée, on constate une plus grande mixité sociale et de genre, les conditions de travail du personnel se sont nettement améliorées.</p> <p>Le champ d'intervention du centre social s'est élargi : nous avons développé des activités et services en fonction des besoins repérés lors du diagnostic partagé. Désormais, nous intervenons dans les champs de l'insertion économique et professionnelle qui concernent plus largement la population.</p> <p>Nous avons développé notre capacité d'écoute et notre communication avec les habitants en développant nos outils (diffusion de plaquettes dans les cages d'escaliers, site internet, journal local ...) et en déployant des pôles d'accueil multiples (maison des projets...) sur l'ensemble des quartiers sud-est. En parallèle nous avons relevé la qualité de notre accueil en formant toute l'équipe à de nouveaux savoir-faire relationnels.</p> <p>Nous avons recruté un adulte relais afin de d'étayer notre mission d'information et d'orientation des habitants en difficulté. Nous avons ponctuellement développé à cet égard un accueil d'accès aux droits et l'accompagnement des habitants vers les instances de démocratie locale (conseil citoyen, conseil de quartier, comité d'habitants...)</p>	<p>Tous les membres de l'équipe n'ont pas les mêmes compétences pour accueillir les adolescents, notamment les jeunes adultes. Certaines appréhensions sont liées aux comportements inadaptés des jeunes les plus en difficultés qui peuvent mettre à l'épreuve l'autorité en provoquant. Ce n'est sûrement pas dans le cadre de l'animation globale que l'on peut mieux répondre à un accueil adapté pour ce type de public qui nécessite une réponse plus individualisée, plus ponctuelle, plus immédiate, et un savoir-faire relationnel spécifique. Nous avons formé notre animatrice référente jeunesse à des compétences complémentaires de monitrice-éducatrice. Nous devons désormais réfléchir à une valorisation de ses nouvelles compétences pour innover dans nos pratiques et futurs projets.</p> <p>Le centre social a eu la chance, dans le cadre de sa mission d'animation globale, de reprendre la gestion des ateliers artistiques de l'esplanade. Cela a produit une nouvelle dynamique qui a créé une mixité sociale repérée dans le secteur adulte-famille de l'association, notamment lors des sorties et séjours familiaux où on constate une fréquentation croissante des usagers historique des ateliers. Aussi, certains usagers des ateliers artistiques occupent aujourd'hui des fonctions au sein du conseil d'administration. D'autre part, ces activités s'ancrent maintenant dans le territoire et des habitants qui n'y accédaient pas habituellement commencent à les investir. Il nous semble essentiel de poursuivre le soutien de cette nouvelle dynamique et de l'étendre autant que faire se peut dans notre futur projet de coéducation. En effet, à ce jour, le croisement entre les ateliers artistiques et les secteurs enfance et jeunesse, demeure sporadique. Or il nous paraît important de l'optimiser et de l'inscrire dans notre projet éducatif dans un contexte de géographie prioritaire où on observe de grandes inégalités de pratiques culturelles.</p>	<p>Nous avons mis en exergue dans notre précédent projet une problématique spécifique à la mixité des genres. Or, nous constatons aujourd'hui que le centre social est plutôt bien fréquenté par les hommes : dans les activités socioculturelles, dans les ateliers linguistiques, dans les sorties familiales, et dans les instances de démocratie locale (comité d'habitants, conseil citoyens). Nous pensons qu'il n'est plus utile d'en faire une priorité.</p>

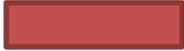
MISSION 2 : Un équipement à vocation familiale et pluri-générationnelle, lieu d'échanges et de rencontres entre les générations, favorisant le développement des liens sociaux et familiaux.

<p>Actions à maintenir et à développer</p> 	<p>Action à corriger</p> 	<p>Action à abandonner</p> 
<p>Le centre social accueille toutes les générations en son sein. Il a beaucoup développé les activités familiales : sorties, séjours, vacances en famille (1 fois par mois au minimum). Cela a beaucoup favorisé l'interculturalité, le lien intergénérationnel, et la communication intrafamiliale. Une attention toute particulière est portée aux personnes âgées et aux personnes à mobilité réduite. Cela a permis d'élargir les cercles familiaux (parentèle) et de développer les solidarités. Aussi, le fait d'inscrire cette offre dans la durée, a permis à des enfants qui participaient aux activités familiales de continuer à les fréquenter une fois atteint l'âge de l'adolescence. Ces activités permettent de créer de la mémoire familiale positive.</p> <p>Les départs autonomes de vacances en famille que nous conduisons avec le centre social de Beaulieu (VACAF) permettent de redonner de la dignité à des parents qui sont en situation de chômage de longue durée et de restaurer une certaine forme d'autorité parentale : en passant du temps en famille, en offrant du bonheur à leurs enfants, en reprenant confiance en eux, en s'extrayant des contraintes du quotidien, du contrôle social et de la pression de l'environnement de quartier. Les vacances qualifient socialement.</p> <p>Aussi, le centre social a révisé la tarification de ses activités pour permettre aux familles les plus démunies d'y participer.</p> <p>Nous les accompagnons vers les services sociaux compétents lorsque notre accompagnement touche ses limites et pour que des solutions durables soient envisagées. Nous offrons la possibilité aux parents inscrits dans un projet collectif ou familial de réaliser des actions rémunératrices pour un autofinancement.</p> <p>Le centre social œuvre depuis quelques années à mettre en place des actions partenariales visant à soutenir les enfants dans leur parcours scolaire. Les réformes actuelles concernant la réussite éducative dans les ZEP nous permettent de soutenir cette démarche et d'aller plus loin dans la concrétisation de partenariats effectifs et de diversifier nos actions de coéducation (création actuellement d'un observatoire local des réussites éducatives).</p>	<p>Nous réfléchissons pour que ces activités familiales prennent en compte les évolutions des rapports intra familiaux : nous devons permettre aux familles de trouver des occasions pour passer du temps ensemble et avoir du temps pour soi.</p> <p>Nous nous apercevons que parfois, lors des sorties familiales des enfants sont confiés à leurs grands-parents. Ce qui n'est pas sans problèmes lorsque ceux-ci éprouvent des difficultés liées à leur âge, à leur santé ou à leur manque d'autorité, pour les encadrer.</p> <p>Nous constatons que nous accueillons de plus en plus d'enfants soit porteurs de handicap soit présentant des troubles du comportement dont le diagnostic n'est pas porté à notre connaissance, ni par la famille, ni par l'école. Ceci impacte la qualité de notre accueil. Les moyens dont nous disposons actuellement sont insuffisants et inadaptés.</p> <p>Nous proposons des activités concernant les enfants qui nécessiteraient davantage de concertation et de coordination avec les parents (aide aux devoirs/TAPS). Pour parvenir à davantage de communication et d'implication des parents, il faudrait redéployer les ressources humaines du centre social pour permettre aux référents de consacrer du temps à cet objectif.</p> <p>Nous avons tenté l'ouverture d'un accueil parents-enfants qui à ce jour n'a pas fonctionné de façon satisfaisante. Nos propositions ne correspondaient pas aux attentes des parents. Notre concertation renouvelée et intensifiée avec les écoles fait émerger un besoin d'accueil des enfants de moins de 3 ans préparant à l'accueil en milieu scolaire. Ce qui implique de développer une nouvelle compétence, et de créer un environnement spécifique à cet usage.</p> <p>Nous devons repenser l'accueil des jeunes adultes en proposant un accueil et une offre d'activités adaptés à leurs attentes.</p>	

MISSION 3 : Un lieu d'animation de la vie sociale, il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants et favorise le développement de la vie associative.

<p>Actions à maintenir et à développer</p> 	<p>Action à corriger</p> 	<p>Action à abandonner</p> 
<p>Le centre social a expérimenté de nouveaux modes de participation. Il a contribué aux côtés de l'URACS, la fédération des centres sociaux 42/43 et l'UVA à organiser des formations pour les professionnels et les habitants sur le développement du pouvoir d'agir.</p> <p>Par ailleurs, le centre social a accompagné la création d'un Conseil Citoyen porté collégialement par des associations et des habitants (aujourd'hui il siège dans le collège des acteurs). Ce Conseil Citoyen a vocation à participer à la définition des orientations du Contrat de Ville et à développer la concertation avec les pouvoirs publics concernant les projets relatifs aux zones du territoire inscrites dans la géographie prioritaire.</p> <p>Le centre social siège au conseil d'administration du comité des habitants des 4 quartiers sud-est. Il soutient son activité qui vise à recueillir la parole des habitants confrontés à des problèmes de tous ordres, à la structurer collectivement et la faire remonter auprès des élus locaux ou organismes bailleurs.</p> <p>Le centre social a organisé un cycle de conférences-débats pour former l'esprit critique des habitants et donner un cadre de référence à certaines de nos actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démocratie locale et nouvelles approches - La domination masculine dans notre société - Religions - identité sociale-Laïcité <p>Le conseil d'administration du centre social s'est étoffé de nouvelles personnes qui apportent un nouveau souffle à notre vie associative. La prise de responsabilité au centre social peut se faire progressivement. Pour poursuivre sa mission de développer la participation des habitants, le centre social a recruté un adulte relais.</p>	<p>Les formations sur le développement du pouvoir d'agir nous ont permis de constater un décalage entre les intentions de faire participer et l'accompagnement de cette participation. Cet écart peut s'expliquer entre autre par le fait que le partage du pouvoir ne va pas de soi: tant pour les élus, que pour les habitants et les techniciens. Aussi, la participation des habitants et le développement du pouvoir d'agir ont des approches quelque peu différentes.</p> <p>Nous avons appris par le biais de ces formations que la participation ne devait pas être suscitée, mais que nous devons accompagner les habitants sur des préoccupations émanant d'eux, et pour lesquelles ils étaient prêts à se mobiliser. Cela implique de revisiter et faire évoluer nos approches.</p>	

MISSION 4 : Un lieu d'interventions sociales concertées et novatrices. Compte tenu de son action généraliste et innovante, concertée et négociée, le centre social contribue au développement du partenariat.

<p>Actions à maintenir et à développer</p> 	<p>Action à corriger</p> 	<p>Action à abandonner</p> 
<p>Le centre social construit son projet associatif à partir d'un diagnostic partagé de territoire. Ce diagnostic qui fait état des besoins et des attentes de la population, croise des éléments provenant des acteurs associatifs (dont le centre social), de la parole des habitants, et de diverses études sur le territoire. C'est une occasion unique pour rapprocher nos réflexions et faire émerger les envies de coopération. Le centre social joue un rôle moteur dans cette démarche.</p> <p>Le centre social est associé à de nombreuses actions partenariales (et en porte certaines) dont voici quelques exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Il œuvre aux côtés de la prévention spécialisée, la mission locale, la MJC, et l'association Montchovet 3+ pour l'insertion professionnelle des jeunes adultes avec une approche globale des problèmes que ce public rencontre. Ainsi, chaque acteur contribue de façon complémentaire à un accompagnement personnalisé dans une dynamique de groupe. ▪ Il cogère avec le centre social de Beaulieu l'espace public numérique, les départs autonomes de vacances en famille, la bourse aux jouets. Il démarre une action complémentaire d'apprentissage sociolinguistique avec un groupe de bénévoles expérimentés. ▪ Les manifestations festives du territoire sont également portées par un collectif que le centre social copilote. ▪ Il mutualise des ressources humaines avec le nouveau théâtre de Beaulieu dans le cadre des ateliers périscolaires. ▪ Il développe des coopérations avec les écoles locales : l'accompagnement scolaire avec l'école élémentaire de Montchovet et le collège Jean DASTE, le café-cyber avec le collège du Portail Rouge, le soutien à la parentalité et la sensibilisation à l'environnement avec l'école maternelle de Montchovet. ▪ Le centre social participe également à de nombreuses instances de concertation telles que les réunions de coordination territoriale, l'observatoire des réussites éducatives, les groupes thématiques du contrat de ville. ▪ Par ailleurs, le centre social soutient le développement de 12 associations locales qu'il héberge dans ses locaux... 	<p>Le centre social s'était fixé l'objectif de créer un pôle d'activités relevant de l'économie sociale et solidaire (recyclerie, épicerie sociale et solidaire, et une cuisine collective) pour apporter des réponses aux difficultés économiques des familles et d'insertion des chômeurs de longue durée. Le projet n'a pas beaucoup avancé du fait que le centre social n'a pas mobilisé ses partenaires (arrêts maladie et décès de la salariée référente du projet puis congé maternité et congé parental d'éducation de son successeur) et manque de maturation du projet au sein de l'équipe. Malgré tout, il nous semble important de redéfinir l'objectif car l'approche économique seule ne peut répondre aux besoins d'accompagnement au changement des personnes.</p>	

2. L'évaluation des résultats atteints (Actions)

Bilan synthétique des actions relatives à la première problématique

Comment aider les habitants à utiliser le centre social comme un outil de concertation avec les pouvoirs publics pour œuvrer à la transformation sociale, alors qu'il n'est perçu trop souvent que comme un prestataire de service.

Objectifs	Les objectifs visés ont-ils été atteints? Quels indicateurs permettent de le vérifier?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont freinés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre social aujourd'hui
<p>Développer la participation des habitants sur des projets d'intérêt général</p>	<p>Le centre social a exploré avec le soutien de la Fédération des Centres Sociaux Loire/Haute Loire, l'URACS et l'UVA, de nouveaux modes de participation (développement du pouvoir d'agir des habitants) par la formation-action en direction des acteurs professionnels et habitants. Pour autant, il n'arrive pas toujours bien à mobiliser un nombre d'habitants significatif. Les habitants qui investissent les différentes instances de démocratie locales du type conseil de quartier sont siuvent les mêmes. Beaucoup d'habitants disent ne pas être disponibles au moment où ils sont sollicités, d'autres ne croient pas que le centre social pourra les aider à résoudre des problèmes sur ils ont de grosses attentes (Chômage, délinquance juvénile...), quelques autres ne croient plus que l'action publique pourra améliorer leur condition de vie (perte de confiance en les élus locaux liée à un sentiment de dégradation sur le plan économique et social)</p>	<p>Faire comprendre aux habitants les fonctions et les actions du centre social.</p>	<p>Oui, nous avons amélioré notre communication avec un plan que nous avons élaboré lorsque nous avons déménagé dans nos nouveaux locaux. Ainsi nos outils sont plus variés aujourd'hui. Cependant, nous constatons que la transmission de nos informations est plus efficace lorsque nous sommes en relation directe avec la population. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de recruter un adulte-relais pour soutenir cette voie de communication dans les espaces publics, d'autre part nous inscrivons désormais dans nos activités des temps d'échanges qui permettent de mieux expliquer notre projet associatif.</p>	<p>Freins: Le temps et les moyens que nous y avons consacré n'est pas suffisant. Aussi certains outils de communication tels qu'une télévision à l'accueil, un grand tableau d'affichage dans le hall d'entrée, un journal de quartier.... n'ont pas encore été mis en place. Accélérateurs: Certaines activités comme les conférences-débats ou les formations sur le pouvoir d'agir des habitants ont permis de faire comprendre aux habitants que la mission du centre social ne se résumait pas à une offre de services et d'activités.</p>	<p>Nous constatons qu'il n'est pas évident pour tous les acteurs du centre social de bien expliquer aux habitants les missions que notre association poursuit (qui ne se limitent pas à l'offre d'une prestation de services). Nous avons besoin renouveler la formation collective des acteurs du centre social pour partager encore plus le sens de l'activité de notre association. Aussi, nous avons conscience que nos efforts pour mieux faire connaître nos missions s'est souvent trop limitée aux adhérents qui fréquentaient habituellement le centre social. L'équipe doit donc, en même temps qu'elle veut développer son écoute pour prendre en compte plus largement les besoins de la population apprendre à communiquer autrement Elle doit aller davantage à la rencontre des habitants dans les espaces publics où ils se trouvent quotidiennement (commerces, sorties des écoles, places, pieds des immeubles...).</p>	<p>Il ne semble pas évident pour tous les salariés d'aller à la rencontre de la population dans la rue, car les espaces public n'offrent pas un cadre sécurisant et les publics sont encore moins captifs. Malgré cela, les acteurs du centre social sont prêts à faire évoluer leurs pratiques s'ils sont accompagnés par une formation pour développer de compétences nécessaires et s'ils disposent de moyens adaptés.</p>

Bilan synthétique des actions relatives à la première problématique

Comment aider les habitants à utiliser le centre social comme un outil de concertation avec les pouvoirs publics pour œuvrer à la transformation sociale, alors qu'il n'est perçu trop souvent que comme un prestataire de service.

Objectifs	Les objectifs visés ont-ils été atteints? Quels indicateurs permettent de le vérifier?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont freinés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
<p>Développer la participation des habitants sur des projets d'intérêt général</p>	<p>De nouvelles personnes ont intégré le conseil d'administration ou ont pris des responsabilités dans la gestion des activités. Nous avons réalisé plus de projets qui ont favorisé et valorisé l'expression des habitants sur leurs envies, leurs préoccupations, leurs points de vue... Le centre social accueille de plus en plus de personnes en difficulté qui viennent y trouver un soutien. Soit la conjoncture très défavorable a augmenté le nombre de situations précaires, soit le centre social est de plus en plus repéré comme un lieu ressource.</p>	<p>Créer les conditions d'un accueil qui favorise l'expression des attentes et besoins des habitants.</p>	<p>Oui, nous avons d'abord engagé une réflexion associant tous les acteurs du centre social, puis des actions qui finalement ont répondu essentiellement aux besoins des salariés d'améliorer leurs conditions de travail</p>	<p>Freins: L'instabilité d'une partie de l'équipe (un décès et 4 congés maternité et parentaux successifs. L'augmentation de la fréquentation diminue la disponibilité Accélérateurs: Nos nouveaux locaux nous permettent d'accueillir aujourd'hui plus d'habitants dans des conditions qui les mettent à l'aise. Pour que la fonction d'accueil soit une compétence partagée, nous avons formé toute l'équipe au développement des savoir-faire relationnels. Nous avons créé de supports pour recueillir les doléances, les attentes et besoins des habitants (expérience avec un troupe de théâtre sur l'image qu'on les habitants de leur quartier) Nous développons notre écoute avec des partenaires qui accueillent avec nous les habitants (comité d'habitants, conseil citoyen, permanences de l' élu référent de quartier). La multiplication de nos lieux d'accueil dans le territoire permet de recueillir la parole des habitants plus largement</p>	<p>Si les conditions de notre accueil du public se sont incontestablement améliorées depuis notre eménagement dans de nouveaux locaux adaptés, il est devenu nécessaire de permettre à l'équipe de développer l'écoute avec plus de coopérations et de mieux exploiter collectivement la parole des habitants . Les missions respectives des salariés doivent faire l'objet d'une réflexion collective qui favorisera une transversalité dans la réalisation de cette fonction.</p>	<p>Le centre social est dans une nouvelle dynamique depuis son changement de locaux et le renouvellement important de l'équipe. De même que l'augmentation du nombre d'activités ces quatre dernières années a apporté une plus grande mixité sociale, le nombre croissant d'utilisateurs a apporté une demande plus forte de solidarité. L'équipe exprime un certain difficulté à gérer des besoins nouveaux tant elle se sent déjà bien occupée, parfois même trop à gérer les activités dont elle la charge. Il nous faut probablement repenser une nouvelle fois notre organisation de sorte qu'elle permette à l'équipe de dégager du suffisamment de temps pour maintenir un accueil de qualité.</p>

Bilan synthétique des actions relatives à la première problématique

Comment aider les habitants à utiliser le centre social comme un outil de concertation avec les pouvoirs publics pour œuvrer à la transformation sociale, alors qu'il n'est perçu trop souvent que comme un prestataire de service.

Objectifs	Les objectifs visés ont-ils été atteints? Quels indicateurs permettent de le vérifier?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont freinés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
<p>Développer la participation des habitants sur des projets d'intérêt général</p>	<p>Le centre social a accompagné plusieurs fois, aux côtés du comité des quatre quartiers et d'autres partenaires, les habitants pour qu'ils rencontrent les élus et fassent valoir leur attentes, leurs avis, leurs idées, leurs propositions sur des projets ou des actions visant une amélioration de leur vie quotidienne (transports en commun, commerces de proximité, jardin partagé...). Nous regrettons que le conseil de quartier se soit éssoufflé, de même que les diagnostics en marchant auxquels s'associaient des professionnels, des habitants et des élus, ne se fassent plus aussi régulièrement.</p>	<p>Légitimer auprès des pouvoirs publics, l'expertise des habitants sur les pratiques et usages dans leur quartier.</p>	<p>Oui, le centre social est même bien repéré par un certains nombre d'habitants comme un lieu ressources où peuvent se dynamiser des mouvements d'habitants</p>	<p>Des habitants militants de longue date coontinent de s'investir au sein d'organsiations qui poursuivent les mêmes buts dans le territoire (comité d'habitants, association TARGA, personnes ressources. La loi relative aux conseils citoyens est venu légitimer la paroles et l'expertisent des habitants dans les zones inscrites dans la géographie prioritaire. Le centre social qui siègent dans le collège des acteurs soutien cette organisation démocratique en lui mettant tout les moyens nécessaire à</p>	<p>Le centre social devient un acteur qui développe du lien politique avec kles habitans presque autant qu'il enricgit le lien social. Sa position est apartisane. Son action vise à développer la conscience citoyenne des habitants et offrir des outils qui les invitent à s'exercer en agissant localement pour mieux vivre dans leur environnement.</p>	<p>Le centre social devient de plus en plus un lieu d'expérimentations citoyennes. Cela est devenu possible car l'équipe acceptent plus facilement de donner du pouvoir aux habitants sans se sentir dépossédée.</p>

Bilan synthétique des actions relatives à la première problématique

Comment aider les habitants à utiliser le centre social comme un outil de concertation avec les pouvoirs publics pour œuvrer à la transformation sociale, alors qu'il n'est perçu trop souvent que comme un prestataire de service.

Objectifs	Les objectifs visés ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont freinés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
<p>Développer la participation des habitants sur des projets d'intérêt général</p>	<p>oui, les nombreux échanges des habitants avec les élus que cette action a permis nous fait dire que l'objectif a été atteint. Pour autant, il faut constamment la remettre en œuvre pour qu'elle ne soit pas qu'une expérience temporaire.</p>	<p>Développer le pouvoir d'agir des habitants.</p>	<p>Les conférences/débat ont fait prendre conscience aux habitants qu'ils avaient du pouvoir un collectif s'est créé. Cela a permis de rencontrer des élus pour résoudre par exemple des problèmes d'accessibilité au jardin partagé. Nous avons organisé des débats et petites conférences qui nous ont permis de sortir de la prestation de services pour développer l'esprit critique des habitants. Nous pensons que ces conférences sont à développer en restant prudent de ne pas perdre les habitants qui n'ont pas envie ou pas l'habitudes de ces temps de discussion qui ne répondent pas concrètement à leurs besoins ou qui peuvent être prises comme des activités trop intellectuelles.</p>	<p>Nous nous sommes beaucoup appuyé sur la fédération des centres sociaux et l'URCAS pour nous accompagner dans le développement de nouveaux modes de participation. Nous avons eu le soutien également d'habitants déjà très engagés dans la vie associatives locale.</p>	<p>Il faut davantage aller à la rencontre des habitants dans la rue. Il faut veiller à se mettre au niveau des personnes. Aussi il ne suffit pas de communiquer pour mobiliser les habitants. Il faut partir de ce sur quoi il sont prêt à se mobilise? les expériences citoyennes que nous avons vécus nous ouvrent la voie vers de nouvelles pratiques professionnelles</p>	<p>Nous regrettons qu'il y ait encore beaucoup trop d'adhérents aux attitudes de consommateurs de services, d'activités au coût très accessible, et pas assez d'usagers dans une démarches militantes (nous devons poursuivre notre réflexion sur la question de l'adhésion et</p>

Bilan synthétique des Actions relatives à la deuxième problématique

Comment le Centre Social peut-il participer à l'amélioration de la situation économique des habitants alors que le territoire est "sinistré" et qu'il n'est pas considéré avec évidence comme légitime pour intervenir dans ce champ?

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Accompagner les habitants à la réalisation de projets collectifs et familiaux. Développer les solidarités	Oui	Rendre accessible les activités et services du centre social à tous.	Chantiers éducatifs Etalonnage des paiements Activités à prix modiques et réduits Possibilité de constituer une épargne	Réseau de partenaires pour les chantiers d'autofinancement et éducatifs, gestion administrative, subventions, partenariat avec Beaulieu et Conseil Départemental.	C'est un fonctionnement qui responsabilise les familles, leur demande une certaine implication, de faire des choix.	Nouveaux équipements dans le quartier: piscine, pôle orthopédique.
	Oui	Aider les habitants en difficulté économique à trouver les financements pour réaliser leurs projets.	Chantiers d'autofinancement / Educatif, demande de soutien auprès du Conseil Départemental.	Relation pour VACAF, travail partenarial avec l'assistante sociale du département et avec le responsable Adultes de Beaulieu. Travail sur le budget des familles.	Continuer à développer les différents chantiers.	Implantation d'un nouveau centre commercial à côté du centre social
	Presque pas	Développer le réseau de partenaires du champ économique.	Réseaux professionnels (groupements d'employeurs...)	Manque de relations avec les professionnels Caf et les employeurs.	Il est difficile de travailler avec des entreprises si elles ne sont pas implantées sur le territoire. Ce travail est fait par le service public de l'emploi, les agences intérim.	Suppression du centre commercial boulevard de la Palle, Peu ou pas d'entreprises implantées sur le quartier.
	Oui	Accompagner les habitants vers l'emploi durable.	Organismes de formation Mission locale pour les jeunes Maison des projets Relais emploi Service public de l'emploi.	Bénéfique car il y a des bons réseaux que ce soient avec les professionnels autant qu'avec les partenaires.	Développer/Continuer le partenariat avec les services publics (pôle emploi, mission locale, CAP Emploi, CAF, CPAM....)	
	Oui	Aider les personnes fragilisées à s'ouvrir.	Groupe LOCOMOTIVE (action transversale), mise en place de permanence	Manque de communications au niveau de l'action addictologie et manque	Travailler en réseaux,	Vie associative riche en lien avec le centre social, comité des quatre quartier. TARGA...

Bilan synthétique des actions relatives à la troisième problématique

Comment créer une mixité des genres alors que très peu d'hommes fréquentent le Centre Social.

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Favoriser une plus grande représentation des hommes dans les activités du Centre Social		Aller à la rencontre des hommes sur les lieux qu'ils fréquentent (lieux de prière, espace public, terrain de foot...) pour faire mieux connaître le Centre Social.	Les tentatives de rencontre par l'Adulte Relais n'ont pas été fructueuses.	Equipe du centre social essentiellement féminine, difficulté à être accompagné pour aller rencontrer les hommes dans les espaces publics.	Développer des relations avec les partenaires du quartier qui travaillent davantage avec ce public.	Sur nos horaires de travail nous ne voyons que très peu d'hommes dans le quartier. Nous ne savons pas où ils se retrouvent, ni qu'elles sont leurs activités.
Favoriser une plus grande représentation des hommes dans les activités du Centre Social		Recueillir leurs attentes et leurs besoins.	Questionnaire fait par l'Adulte relais mais non validé. Et comme nous n'avons pas (peu) d'homme qui vient nous ne les entendons pas. Certaines sorties familiales mobilisent un certain nombre d'hommes.	Equipe de professionnels essentiellement féminine, difficulté à être accompagné pour aller rencontrer les hommes dans les espaces publics. Difficulté à mixer les hommes avec les femmes, peur du regard de l'autre sur le quartier et peur d'être jugé.	Développer des relations avec les partenaires du quartier qui travaillent davantage avec ce public. Apprendre à travailler avec un public masculin afin de développer une relation de confiance qui leur permettra de parler plus facilement avec l'équipe du Centre Social.	Il n'y a que des femmes. Nous devons nous interroger sur quels catégorie d'hommes nous voulons intégrer au projet du Centre Social (retraités, jeunes, jeunes adultes, papas...)

Bilan synthétique des actions relatives à la troisième problématique

Comment créer une mixité des genres alors que très peu d'hommes fréquentent le Centre Social.

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Favoriser une plus grande représentation des hommes dans les activités du Centre Social		Proposer des activités et des services qui les intéressent.	Pas d'activités dites "masculines" proposées aux hommes du quartier mis à part quelques sorties familiales/animations/activités à caractère sportif ou sur des temps de conférence/débat.	Sans réponses des hommes nous ignorons sur quelles activités nous pouvons les attirer pour investir le Centre. Puisque les hommes ne se livrent pas auprès de l'équipe nous proposons des choses qui ne leur conviennent sûrement pas. Il faut réellement nous interroger sur nos pratiques et nos postures professionnelles avec le public masculin.	Il existe peut être des réticences au niveau de l'équipe des professionnels et des adhérents à travailler avec des hommes	Les personnes qui fréquentent le Centre Social sont essentiellement des femmes.
Favoriser une plus grande représentation des hommes dans les activités du Centre Social		Valoriser leurs savoir-faire et leur parole.	Non, à part pour quelques participants du jardin partagé. Créer une relation de confiance demande du temps, temps qu'il faudrait trouver.	Il n'y a pas assez d'hommes qui fréquentent le Centre Social.	Essayer de créer une relation de confiance avec les hommes, prendre en compte leurs attentes et leurs besoins et essayer de les mettre en place rapidement avec eux.	
Favoriser une plus grande représentation des hommes dans les activités du Centre Social		Susciter l'envie de s'investir dans des projets collectifs.	Des choses ont été tentées (questionnaires fait par l'Adulte-relais, réunions pour les accueils collectifs de mineurs qui mobilisent pas mal de papas ou pour les séjours familiaux, jardin partagé, activité sportive...) Au niveau de nos ateliers		Un travail est avant tout à faire avec le public féminin.	Il n'y a que des femmes.

Bilan synthétique des actions relatives à la troisième problématique

Comment créer une mixité des genres alors que très peu d'hommes fréquentent le Centre Social.

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Favoriser une plus grande représentation des hommes dans les activités du Centre Social		Favoriser leur implication dans la vie associative et plus largement dans la vie locale.	Oui des actions pour favoriser l'implication des hommes dans la vie associative ont été menées mais nous nous sommes retrouvé confronté à des réticences. En effet de nombreuses femmes ne sont pas disposées à voir les hommes investir leur espace de vie quelles estiment intimes. Bien que la présence d'un homme sur des activités pourrait ouvrir des débats et susciter de nombreuses réflexions sur notre façon d'intégrer les hommes selon les secteurs. Malgré tout certains hommes s'investissent dans des associations locales.	Le jardin partagé, le vide grenier, les séjours familiaux sont des supports intéressants pour captiver les hommes sur la vie du quartier.	Connaitre davantage les cultures des adhérents et essayer de lever les freins et les réticences. Connaitre les codes de chaque culture et respecter les limites de chacun. Les sensibiliser, susciter leur envie de franchir la porte du Centre et de participer à la vie du Centre et à la vie du quartier, leur demander leurs avis sur ce qui se fait dans le quartier et savoir ce qu'ils souhaiteraient voir mis en place.	Beaucoup de femmes, peu d'hommes.

Bilan synthétique des actions relatives à la quatrième problématique

Comment réussir à positionner Espace Loisirs comme un lieu de coéducation alors qu'il ne semble être perçu que comme un lieu de loisirs.

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Favoriser les liens entre les parents et les professionnels du centre social afin qu'ils coopèrent à l'éducation des enfants.	En cours, réalisé partiellement. Nous ne pouvons pas évaluer correctement les résultats de cette action car celle-ci est en cours et ne peut être réellement cernée que sur une temporalité longue. Cependant, les parents sont de plus en plus sensibilisés au principe de coéducation grâce aux accueils conviviaux, spectacles, déjeuners, rencontres, repas. Les familles sont moins demandeuses d'activités de consommation. Il faut davantage développer les temps d'échanges avec les parents pour faire émerger leurs envies et leurs idées.	Mieux faire connaître aux parents le projet éducatif de l'association.	Oui, toutes les actions ont été conduites: Réunion avec les parents pour les sensibiliser sur l'action éducative du centre de Loisirs. Mais aussi les accueils conviviaux, les repas, les sorties familiales, l'aide aux devoirs, la participation aux activités du centre de loisirs.	Handicap : Nombres trop faible de participants, barrière de la langue et de la culture. Mauvaise Communication Favorable : Financement correct, moyens matériels et humains suffisants. Bonnes relations avec les différents responsables du Centre de Loisirs.	C'est un perpétuel combat, rien n'est jamais acquis, il faut toujours se renouveler. Le temps est précieux. L'obligation de se surpasser.	La Délinquance en forte augmentation. Questionnements sur le rôles effectifs de l'éducateur de rue. Absence de commerce de proximité. Des familles difficiles à faire adhérer.

Bilan synthétique des actions relatives à la quatrième problématique

Comment réussir à positionner Espace Loisirs comme un lieu de coéducation alors qu'il ne semble être perçu que

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Favoriser les liens entre les parents et les professionnels du centre social afin qu'ils coopèrent à l'éducation des enfants.		Prendre en compte les attentes des parents pour susciter l'intérêt à s'impliquer dans l'organisation des activités de leurs enfants.	Les actions ont été conduites mais doivent être renouvelées plus souvent : accueils conviviaux, participation des parents à l'organisation et l'encadrement des activités.	Le nombre de participants est trop faible, ceci dû en partie à la barrière de la langue et de la culture, et d'autre part à un manque d'investissement. Mauvaise communication // Favorable : la motivation et l'envie de certaines familles.	Instaurer un temps d'accueil et d'information pour les inscriptions des enfants afin de permettre la rencontre des parents avec les responsables du secteur enfance.	Les parents sont un peu démissionnaires, peu s'investissent aux activités de leurs enfants.
Favoriser les liens entre les parents et les professionnels du centre social afin qu'ils coopèrent à l'éducation des enfants.		Développer des projets familiaux.	Vacances en famille (VACAF), sorties familiales (journée , week end).	Les sorties familles permettent un lien entre les professionnels du centre social et les parents. Il manque du personnel pour développer la communication et la coopération avec les parents.	Les accompagnateurs se doivent de préparer et d'organiser les sorties familiales en fonction de l'objectif visé: la coéducation. Former les animateurs à la parentalité, faire intervenir des éducateurs ou autres intervenants professionnels (nutritioniste...). L'organisation de journée sur le thème de la coéducation au centre social pour favoriser le lien entre les parents et les professionnels. Développer la transversalité entre les secteurs du centre social.	

Bilan synthétique des actions relatives à la quatrième problématique

Comment réussir à positionner Espace Loisirs comme un lieu de coéducation alors qu'il ne semble être perçu que

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Favoriser les liens entre les parents et les professionnels du centre social afin qu'ils coopèrent à l'éducation des enfants.		Développer la place des pères en valorisant leurs savoirs.	Pour le moment, aucune action ne s'est mise en place. Elle a du mal à se développer à cause des mœurs et de la culture. La majorité venant récupérer leurs enfants sont des mamans.	Il existe des problèmes dans notre communication envers les papas. Par ailleurs, il faut savoir leur donner envie, trouver un thème pour attirer leur attention.	Il faut pouvoir développer cette action pour s'enrichir des savoirs et des connaissances de chacun. Par ailleurs en tant que professionnel nous devons dépasser nos a priori.	
Favoriser les liens entre les parents et les professionnels du centre social afin qu'ils coopèrent à l'éducation des enfants.		Aider les parents à devenir acteurs de la scolarité de leurs enfants.	Les actions mises en place sont l'accompagnement à la scolarité (aide aux devoirs, réunions).	Lors des réunions pour l'accompagnement scolaire, peu de familles sont présentes, par manque de volonté ou de capacité à s'investir. Toutefois, certaines familles sont investies et se questionnent beaucoup quant à la réussite de leurs enfants.	L'équipe d'animation doit davantage rentrer en contact avec les parents et travailler ensemble sur les actions d'aide à la scolarité.	Peu de parents sont acteurs de la scolarité de leurs enfants.

Bilan synthétique des actions relatives à la cinquième problématique

Comment faire pour aider les jeunes à s'en sortir dans la vie alors qu'ils se sentent rejetés et dévalorisés?

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Aider les jeunes à trouver une place d'acteurs dans la vie locale	oui pour quelques jeunes seulement. Il est plus difficile de captiver les jeunes adultes qui ont le plus besoin de soutien dans leur parcours d'insertion	développer et valoriser l'expression des attentes et des besoins des jeunes	oui	Le projet d'éveil à la citoyenneté (réalisation d'un journal pour les jeunes, passage à la radio, débats sur l'identité, interview d'artistes, participation à l'organisation des fêtes de quartier...) a permis au jeunes développer la confiance en soi pour prendre la parole en public (conseil de quartier, assises de la démocratie...)	les jeunes peuvent décrocher très vite d'un projet. Il faut donc le ponctuer d'activités qui les maintiennent captifs	déménagement: changement de public, beaucoup de familles sont parties / reconstruire avec les nouveaux jeunes / nouveaux ados plus difficiles, plus de distances, difficultés à rentrer en contact, incivilités,
Aider les jeunes à trouver une place d'acteurs dans la vie locale	non, car il faut réunir un certain nombre de conditions pour développer un travail de rue	développer des actions dans les espaces publics	Nous n'avons pas pu développer les actions dans les espaces publics car suite au déménagement, l'équipe s'est centré sur l'investissement des nouveaux locaux. L'équipe a certaines réticences et craintes à aller à la rencontre des jeunes qui sont parfois violents ou armés.	La rue dans les quartiers sud-est un théâtre de violences où l'intervention sociale peut être vécue comme une intrusion dans les petits traffics	Travailler avec les partenaires du territoire pour réinvestir la rue devenue très insécurisante. Nous avons besoin de mutualiser nos compétences pour agir efficacement dans la rue.	le référent du secteur jeunesse est prêt à revisiter ses approches et pratiques professionnelles pour investir la rue, mais il doit d'abord obtenir le soutien de toute l'équipe pour y parvenir

Bilan synthétique des actions relatives à la cinquième problématique

Comment faire pour aider les jeunes à s'en sortir dans la vie alors qu'ils se sentent rejetés et dévalorisés?

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Aider les jeunes à trouver une place d'acteurs dans la vie locale	oui pour quelques jeunes seulement. Ils participent régulièrement à l'organisation de des événements festifs du territoire (chantiers éducatifs. cela les responsabilise tout autant que leur image aux yeux de la population est revalorisée. Cela permet de faire nuancer les propos tenus à l'égard de la jeunesse du territoire souvent réduite aux jeunes qui posent des problèmes	revaloriser les jeunes en les rendant acteurs positifs de leur quartier	oui nous réussissons à responsabiliser des jeunes sur des activités tels que les chantiers éducatifs dont l'oeuvre porte sur leur implication dans des projets tres valorisants (festival de 'bo mélange', réalisations artistiques dans l'espace public). Le centre social aide également des jeunes à suivre la passer du BAFA	les jeunes ne constituent pas un groupe homogène. Malheureusement, la population a tendance à fixer son attention sur ceux qui commettent régulièrement des incivilités ou ceux qui ont basculé dans la délinquance. Il y a toujours quelques appréhensions à leur égard	il faut aller au devant et les chercher là où ils sont, dans leurs espaces privés (café, ... là où ils se réunissent) / Il faut travailler avec les parents dès la préadolescence pour ne pas les perdre plus tard. Il faut apprendre à leur faire une place d'acteur dans le centre social, pourquoi pas au conseil d'administration	La relation avec les jeunes s'est nettement améliorée au centre social. l'augmentation de la fréquentation est un indicateur. Il faut maintenant essayer de tisser des liens avec ceux qui ne viennent pas aux activités qui sont proposées, et qui souvent ont des comportements inadaptés.
	Nous manquons de compétences pour partir des pratiques culturelle des jeunes. On peut même parler de fracture .	reconnaître et prendre en compte les pratiques culturelles des jeunes dans leur diversité	les actions n'ont pas été suffisamment développées, car les compétences pour accompagner les pratiques culturelles ont manqué	Le partenariat n'est pas encore tres efficace pour bien accompagner les pratiques culturelles des jeunes. La MJC du territoire n'a pas encore montré une volonté de prendre en compte ce besoin	Il nous faut nous former continuellement pour suivre les évolutions rapides des aspirations culturelles des jeunes et ainsi développer une vraie médiation avec eux. Aussi, il nous faut mobiliser des compétences externes au centre social pour	Le centre social n'a pas encore vraiment pensé la place des jeunes dans ses locaux. Aucun espace n'a été emménagé de sorte qu'ils l'investissent durablement

Bilan synthétique des actions relatives à la cinquième problématique

Comment faire pour aider les jeunes à s'en sortir dans la vie alors qu'ils se sentent rejetés et dévalorisés?

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Aider les jeunes à trouver une place d'acteurs dans la vie locale	oui, c'est certainement le public le mieux soutenu dans ce sens	aider à trouver les financements de leurs projets	nous réalisons beaucoup de chantiers éducatifs qui permettent aux jeunes d'autofinancer leurs projets (séjours, activités, BAFA...)	Nous exploitons bien les dispositifs qui les ciblent (Loisirs Jeunes Stéphanois, VVV, Jeunesse Plein air)	il faut nous réadapter continuellement car tout va très vite avec les jeunes. Il y a un grand intérêt à mutualiser avec les partenaires. Il faudrait créer des supports qui permettent aux jeunes de mieux connaître les dispositifs d'aide.	
	Oui nous sommes parvenus avec quelques jeunes à aller loin dans l'engagement puisqu'ils ont créé une junior association	soutenir les projets collectifs pour développer les engagements	Oui tous les projets que nous réalisons sont collectifs	Ce sont les projets ambitieux qui ont favorisé les engagement comme le projet de solidarité internationale au burkina. Ceci étant l'engagement des jeunes fonctionne dans une dynamique relationnelle entre pairs. L'engagement aux côtés des adultes est moins évident	Il faut être stratégique si on veut créer des dynamiques de groupe.	le centre social n'a pas pensé la place des jeunes dans ses instances politiques

Bilan synthétique des actions relatives à la cinquième problématique

Comment faire pour aider les jeunes à s'en sortir dans la vie alors qu'ils se sentent rejetés et dévalorisés?

Objectifs	Les objectifs visés par cette action ont-ils été atteints?	Actions prévues	Les actions ont-elles été conduites, si non, pourquoi?	Si oui, quels sont les éléments qui nous ont aidés, quels sont ceux qui nous ont handicapés?	Qu'est-ce que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles?	L'environnement du centre aujourd'hui
Aider les jeunes à trouver une place d'acteurs dans la vie locale	Il est très Difficile d'aborder les jeunes qui ont des conduites addictives et à risque	prévenir les conduites à risques et les addictions		la formation a été réalisé et le plan d'action a débuté fin 2015. Des permanences ont été mise en place avec des jeunes.		Beaucoup de trafics se font dans le quartier, plus qu'il y a 4 ans.
	Nous développons un partenariat intéressant pour mieux accompagner le parcours d'insertion des jeunes	soutenir le parcours d'insertion professionnelle	nous venons de créer un dispositif d'accompagnement (PEPS) qui prend en compte les jeunes dans leur globalité. Le centre social mobilise les référents de plusieurs secteur pour soutenir sa mise en œuvre (la conseillère en insertion, la référente jeunesse, le directeur	Les chantiers de rénovation du nouveau théâtre, les bancs et la fresque au square renoir, et l'accompagnement au BAFA. L'objectif a été atteint.	Il faut mutualiser les compétences des différents partenaires.	Nous sommes plus ouvert à une prise en charge transversale de l'accompagnement des jeunes

VI. Le projet

Rappel de notre objectif global : Rompre l'isolement des habitants d'un territoire, de prévenir et réduire les exclusions, de renforcer les solidarités entre les personnes en les « intégrant » dans des projets collectifs, leur permettant d'être acteurs et d'assumer un rôle social au sein d'un collectif ou sur le territoire. (Circulaire CNAF, juin 2012)

2017-2020

Priorité la coéducation

SITUATION SYNTHETIQUE DU CENTRE SOCIAL

FORCES

Bonne volonté, CA toujours disponible, Capacité d'écoute et d'observation, Compétences diversifiées, Concertation entre les différents acteurs, Echanges sur le projet, Expérience, Histoire, Horizons diverses, Idées et projets, Nouveaux locaux, Offre très diversifiée, Organisation, Partenariats, Personnes motivées, Planification, Ressources matérielles, humaines et financières, Salariés et bénévoles

FAIBLESSES

Communication fragile, Compétences perfectibles, Concertation perfectible, Equipe fragilisée, méconnaissance des tous les réseaux, Locaux éparpillés, Manque d'information entre CA et salariés, Manque d'outils, Manque de délégation, Retards, Rôles pas suffisamment clairs (qui fait quoi ?)

Financements, Reconnaissance et soutien, Usagers en nombre suffisant, Vie associative dynamique

Autres associations qui font les mêmes choses que nous, Appels à projets, Développement moins soutenu, Disparition éventuelle des financements (instabilité), Développement moins soutenu, Exigences administratives

OPPORTUNITES

MENACES

Pour guider les actions du prochain projet de manière plus pertinente dans les années à venir, nous avons voulu inscrire dans ce projet une réflexion sociologique sur la famille et son rôle de socialisation des enfants. Car la socialisation est un processus complexe, pluriel et inachevé.

Complexe car il met en jeu des mécanismes fins et multiples qu'il nous est nécessaire de découvrir en nous appuyant sur toutes les sciences qui les étudient.

Pluriel car nous rencontrons de nombreux contextes, traversons différents mondes sociaux et vivons de multiples expériences durant lesquels nous intériorisons des « savoir-faire » et apprenons des « rôles » qui rendent possible notre adaptation à un grand nombre de situations. Si ces divers contextes nous permettent une marge d'autonomie dans nos choix et une capacité à les transformer, nous restons néanmoins des êtres d'habitude.

Inachevé car nous ne sommes pas complètement déterminés par l'ensemble des attitudes que nous avons intériorisées durant notre enfance (socialisation primaire). La socialisation se poursuit tout au long de notre vie. Nous reconstruisons notre identité de manière illimitée et la consistance que nous lui donnons nous aide à bien vivre cette perpétuelle reconstruction de l'image que nous voulons nous renvoyer à nous-même et de celle que nous voulons donner aux autres et qu'ils perçoivent.

Comme nous l'avons dit plus haut, notre société traverse une période de mutations rapides sans précédent qui bouleversent les formes communautaires anciennes du lien social, produisent une croissance des inégalités, créent un climat délétère, une perte de sens et de repères ainsi que des désillusions. La modernité nous pousse vers un individualisme qui, avec l'émancipation des femmes modifie les formes traditionnelles de la socialisation familiale, et à l'école demande aux élèves d'être plus autonomes, de donner du sens à leurs études, de construire leur projet. Pour autant, intériorisons moins de valeurs ?

La Famille et son rôle de socialisation

1. L'importance de la socialisation familiale

▪ La socialisation primaire selon les sciences cognitives

La socialisation est avant tout un processus relationnel. Pour devenir un être social, l'homme a besoin d'intérioriser les dispositions qui l'humanisent en le rendant capable de tenir sa place dans la société, de choisir les comportements appropriés dans une situation donnée.

Aujourd'hui il va de soi que l'empreinte du milieu familial dans la capacité à être sociable est importante. Les premières interactions qui se construisent entre l'enfant et autrui le lient à sa famille qui est une instance clé de la socialisation primaire.

Le premier lien qui lie l'enfant à sa mère est un lien affectif. La pensée émotionnelle structure la faculté de juger et permet la mise en place d'un « monde intérieur » où il développe la conscience de soi et des autres¹. L'acquisition du langage est fondamentale car elle va lui permettre de nommer, donc de connaître, et ainsi de se représenter et de maîtriser ses émotions. Ce qui va développer en lui de l'empathie qui favorisera la compréhension des émotions des autres. Plus le milieu familial

¹ Stanley Greenspan

permettra à l'enfant de vivre des expériences émotionnelles multiples auxquelles il contribuera à donner une signification et des limites, plus il développera des compétences sociales étendues. Des études montrent que les enfants qui adoptent des comportements inadaptés (violents...), sont ceux qui n'ont pas acquis les compétences sociales nécessaires à leur intégration du fait de carences familiales. Des études auxquelles souscrit Sébastien ROCHE² en soutenant que la supervision parentale (contrôle social) est un des facteurs qui expliquent la délinquance auto déclarée des jeunes. Une supervision parentale qui pour être efficace doit être consistante, régulière et cohérente par rapports aux comportements des parents.

2. Fragilisation de la socialisation familiale et crise des identités sexuées.

▪ Individualisme et remise en cause de l'autorité

La modernité a fait progresser l'individualisme dans notre société et plus tardivement dans la famille. Selon TOQUEVILLE³, la démocratisation et l'individualisation de notre société a transformé la forme du lien familial en permettant la reconnaissance de chaque membre comme individu autonome et en favorisant l'émancipation des femmes. Aujourd'hui la famille est plus une institution au service du bonheur individuel, qu'une communauté sous l'autorité du père, qui réclame une totale allégeance à ses membres. Le couple fonctionne désormais sur l'échange d'estime réciproque, et les enfants disposent de biens (hi-fi, audiovisuel...) dans un espace qui leur est propre (chambre) où ils apprennent à devenir autonomes. Le temps familial n'est plus un temps strictement collectif, c'est aussi un temps qui admet des rythmes différents et des moments pour soi, durant lequel le repas ne regroupe pas toujours la famille. L'engagement dans le collectif familial se fait dans des moments qui sont choisis. Le lien familial s'est rapproché d'une forme de « lien sociétaire ».

Lorsque le couple ne semble plus satisfaire aux aspirations des individus, lorsque l'estime entre conjoints disparaît, la famille moderne admet la rupture du lien qu'est le mariage. L'individualisme prendrait ainsi la forme d'une logique où l'emporteraient l'égoïsme et la recherche du plaisir immédiat au détriment de la construction d'un lien solide. Il s'agirait selon Robert Castel⁴ d'un « individualisme négatif », un processus de désaffiliation des collectifs (ici la famille) qui inscrivaient les individus dans des solidarités protectrices. La famille perdrait toute signification en tant qu'institution pour ne devenir qu'un instrument au service de l'individu hédoniste. La fragilité du couple serait la manifestation de cette famille incertaine comme les familles monoparentales souvent vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion. De nombreuses enquêtes montrent que les processus d'exclusion ont parfois pour origine une rupture familiale qui peut conduire au sentiment de disqualification. Il s'agit alors de reconstruire une identité et donc de remettre en chantier le travail de se raconter.

L'analyse des conséquences de la démocratisation s'accompagnent, selon Tocqueville, d'une remise en question de l'autorité. Une enquête (2002) conclut à l'effacement d'une éducation autoritaire des enfants au profit d'une éducation qui doit viser à son épanouissement, au développement de son imagination, de sa créativité, la responsabilité, en somme, à construire son autonomie. Le rôle des parents n'est donc plus associé à l'exercice de l'autorité et l'enfant roi règne dans la famille contemporaine. Certains soutiennent la thèse d'une société permissive dans laquelle la famille

² Sébastien Roché, la délinquance des jeunes, Seuil, 2001.

³ A. de Tocqueville

⁴ Robert Castel, la désaffiliation

n'inclue plus de contraintes, de valeurs. Quoi qu'il en soit, Les enfants ont intériorisé l'idée qu'une autorité parentale toute puissante est dépassée. Qu'elle se légitime par l'expérience et se pratique sur le mode de la négociation. L'autorité paternelle dont l'image toute puissante est encore vivace dans certaines familles issues de l'immigration maghrébine, se trouve en porte-à-faux quand le père souvent peu éduqué et ne maîtrisant pas bien la langue française, de surcroît au chômage ou dans un emploi peu qualifié et gratifiant, ne dispose que d'un statut dévalorisé pour légitimer son autorité.

▪ **Le besoin de famille dans un contexte de travail flexible et l'émancipation des femmes**

Les transformations du marché du travail vont dans le sens d'une plus grande flexibilité, ce qui signifie que l'emploi devient plus instable, et que par conséquent les individus sont plus exposés à perdre leur emploi et de connaître le chômage. Or selon Martin CARNOY⁵, notre société a justement besoin d'une famille stable pour soutenir ses individus durant une période de chômage et ainsi leur éviter de se désocialiser. Elle insiste sur la nécessité pour les familles d'investir dans une formation de leurs enfants qui constitue un atout à la fois pour rentrer sur le marché du travail et pour s'adapter au changement.

Si la société contemporaine a besoin d'une socialisation familiale efficace, la famille contemporaine est-elle en mesure de jouer son rôle ?

Comme il a été dit précédemment, la démocratisation de la famille a fait progresser dans les esprits l'idée d'égalité des sexes. L'accès de plus en plus fréquent des femmes à l'emploi notamment salarié, même si aujourd'hui elles restent plus vulnérables au chômage et au temps partiel que les hommes, leur a permis de gagner leur émancipation et un statut valorisé dans notre société. Or, dans ce contexte de flexibilité croissante du travail qui exige l'acceptation d'une plus grande disponibilité pour l'entreprise, la vie de couple ou de famille peut être sacrifiée au profit d'une carrière professionnelle ambitieuse. On peut alors s'interroger sur la capacité des familles à s'investir dans l'éducation des enfants lorsque de nombreuses enquêtes sociologiques montrent l'importance de l'investissement de la mère dans la réussite scolaire.

L'émancipation des femmes s'est aussi construite autour de la recherche de la maîtrise de la procréation et de leur corps (loi Neuwirth sur la contraception en 1967 et la loi sur l'IVG en 1974). L'autonomie financière et sexuelle des femmes a transformé le droit de la famille par la reconnaissance pour les femmes de l'autorité parentale, de disposer de leur patrimoine, du droit au divorce, et de la maîtrise de leur corps. Ce qui a conduit à une désinstitutionnalisation de la famille marquée par le déclin du mariage jusqu'en 1995 et l'émergence de nouvelle forme familiale. La part des naissances des enfants hors mariage est de plus en plus importante. L'émancipation des femmes s'accompagne d'une moindre nécessité de stabilité du couple. Les familles monoparentales prennent une place désormais importante dans le paysage familial. Leur raison ne s'explique plus seulement par le décès du conjoint mais surtout par des choix individuels ou par l'instabilité du couple. Les ruptures du couple peuvent se solder par des recompositions familiales. Les débats actuels portent sur la capacité de la famille instable de permettre à ses enfants de structurer leur personnalité et de construire leur identité.

⁵ Martin Carnoy, dans quel monde vivons-nous ?, Fayard, 2001

L'émancipation des femmes et la recherche de leur égalité avec les hommes conduisent également à brouiller la différence entre les sexes. Les tâches sont mieux partagées. S'occuper des enfants rentre dans les attributions des deux membres du couple. Ce qui en effaçant la différence des identités masculine et féminine, peut, selon Pascal DURET⁶, entraîner une difficulté pour les jeunes garçons de se construire leur identité de futur homme adulte quand ils ont en panne de modèles de virilités.

La reconnaissance officialisée, d'abord par le PACS puis par le mariage autorisé, des couples de même sexe est au cœur d'enjeux qui s'expriment dans l'espace politique à travers la question de l'adoption. Un enfant peut-il structurer sa personnalité dans un milieu familial composé de parents du même sexe ? La question qui intéresse psychologues, psychanalystes et sociologues, tourne autour de la place de la différence sexuelle comme critère pour comprendre la structuration de la société.

- **La socialisation familiale mise en concurrence**

La fragilisation de la socialisation familiale peut aussi être le fait qu'une famille subit la concurrence d'autres instances de socialisation. Les groupes de pairs, l'école ou les médias qui incluent les réseaux sociaux jouent un rôle non négligeable dans la socialisation des enfants et des jeunes. Sébastien Roché montre par exemple que dans le cadre de la sociabilité amicale, le jugement des copains est plus important que celui des parents dans la propension des jeunes à adopter ou à persévérer dans un comportement incivil ou délinquant.

D'une autre façon, la télévision devant laquelle les enfants passent beaucoup de temps véhicule des messages et des modèles qu'ils filtrent à travers les discussions avec les autres (famille, copains...) et qu'ils confrontent aux rôles et schèmes déjà intériorisés. L'identité se construit en tenant compte de la mémoire collective de la famille mais aussi d'aspirations façonnées par d'autres modèles alternatifs qui permettent de sortir de leur condition si celle-ci n'est pas valorisante. Des jeunes pourront être en conflit avec leurs parents si l'identité qu'ils construisent est en décalage avec celle de ces derniers. Par ailleurs, les messages proposés par la télévision peuvent entrer en conflit avec les schèmes inculqués par la famille. La pluralité des messages et donc le choix offert aux individus semblent dans la logique d'une société qui pense l'éducation comme le vecteur de la construction d'individus autonomes, capables d'être eux-mêmes, avec le risque au nom de cette autonomie de laisser des jeunes démunis face à cette multiplicité de messages. La question se pose notamment sur la violence à la télévision et ses conséquences sur le comportement des jeunes.

3. La famille socialise autrement

- **La socialisation familiale par frottement**

Si certains sociologues défendent la thèse de la crise de la socialisation familiale, d'autres comme François de SINGLY⁷ pensent que l'individualisme peut être altruiste, qu'il ne dégénère pas inévitablement dans une logique d'égoïsme hédoniste. La quête de soi implique toujours la reconnaissance d'un autre. Elle se mesure toujours à l'image que l'on renvoie à autrui et qu'autrui nous reconnaît. L'identité que l'on construit dans le monde professionnel peut aussi trouver sa reconnaissance dans la famille et nourrir l'estime entre conjoints. De Singly invite donc à penser la

⁶ Pascal DURET, Les jeunes et l'identité masculine, PUF, 1999

⁷ François de SINGLY, Le soi, le couple et la famille, Nathan, 1996-Libres ensemble, Nathan, 2000

socialisation en termes de processus complexe. Par ailleurs le couple semble chercher à résoudre la tension entre individuel et collectif. Un équilibre où la vie familiale peut balancer entre un temps et un espace pour soi, et des moments de vie ensemble qui donnent toute sa signification au couple et à la vie en famille. La cohabitation devient importante, car elle implique de respecter l'autre, d'activer des compétences sociales pour négocier les moments de liberté et ceux de vie en commun à tous les niveaux. De Singly parle de socialisation par frottement, processus d'apprentissage qui permet à chacun d'ajuster ses comportements aux attentes et aspirations d'autrui sans renoncer à être soi-même. Cette socialisation familiale par frottement prépare donc individus libres dès le plus jeune âge capables de vivre ensemble. La socialisation n'est plus l'imitation des modèles par les jeunes transmis par leurs aînés. Elle met en œuvre plusieurs influences réciproques qui s'entrecroisent et créent de nouvelles formes de relations sociales.

- **La famille : un point d'ancrage et un lieu de mémoire**

Malgré les problèmes auxquels est confrontée la famille, elle reste un point d'ancrage fort qui socialise les individus. Les solidarités sont résistantes même si elles demeurent limitées par les ressources dont elle dispose. Au-delà des aides financières, ces solidarités peuvent concerner des services ou un soutien moral lors de douloureuses épreuves (chômage, rupture du couple...). Elles créent un cadre pour une socialisation qui permet d'éviter aux individus d'être désocialisés lorsqu'ils sont menacés d'anomie (perte ou effacement des valeurs morales, religieuses, civiques..., et sentiment associé d'aliénation et d'irrésolution. Cela conduit à un état où les lois et les règles ne peuvent plus alors garantir la régulation sociale. L'anomie est courante lorsque la société environnante subit des changements importants par exemple dans l'économie, que ce soit en mieux ou en pire, et plus généralement quand il existe un écart important entre les théories idéologiques et les valeurs communément enseignées et la pratique dans la vie quotidienne. Cet état amène l'individu à avoir peur et à être insatisfait, ce qui peut mener au suicide). Les solidarités s'inscrivent dans des réseaux qui lient les fratries, les parents et leurs enfants, les générations, plus vastement une parentèle, où se construisent des racines, se forgent des identités dans un monde où les repères sont souvent brouillés. Aujourd'hui, l'augmentation de l'espérance de vie permet la cohabitation de plusieurs générations (les jeunes sont plus nombreux à connaître leurs grands-parents). La famille devient un lieu de mémoire où se transmettent des souvenirs qui permettent d'ancrer les identités dans un passé commun et où se partagent des expériences à travers des rites (anniversaires, fêtes religieuses...) au cours desquels le lien familial se réaffirme, se célèbre et se sacralise fréquemment. Par contre, si la famille semble recréer de la communauté sans une société individualiste, les différents membres de la parentèle se situent dans des cercles plus ou moins éloignés du cercle de références selon leurs affinités. Aussi, choisit de plus en plus le mode et la fréquence de son engagement dans la vie de famille. Cet engagement n'est pas illimité. Il peut se réduire si les attentes que peut avoir l'individu sur sa famille et son vécu de la vie de famille posent des contradictions.

- **Politisation de la famille**

La famille est un enjeu politique. La question de la délinquance des jeunes et des incivilités animent les débats qui désignent souvent comme coupables les défaillances de l'éducation parentale, où l'on s'interroge sur le rôle des pères et sur les ressources que peuvent mobiliser les nouvelles formes de familles (monoparentales, recomposées) pour assurer leur rôle de socialisation. L'Etat cherche à stabiliser la filiation en la définissant et en élaborant des règles qui fixent les obligations réciproques. Aujourd'hui, Il accorde des droits de succession identiques aux enfants naturels et aux enfants légitimes. La législation cherche à fixer un cadre aux solidarités, notamment pour protéger les enfants, tout en permettant aux familles d'expérimenter de nouvelles formes de liens sociaux. Il prolonge l'émancipation des individus (simplification des divorces) et cherche à protéger les enfants d'une séparation du couple. Certaines sociétés européennes mettent en place, à côté de la famille privée, « une famille publique », c'est-à-dire un ensemble de dispositifs pour aider la famille à remplir ses fonctions dans un contexte d'émancipation des femmes et de flexibilité du travail. Il s'agit par exemple de structures d'accueil de qualité qui prennent le relai de la famille privée dans l'éducation des enfants de toutes origines, ou de congés parentaux qui permettent au père ou à la mère de conserver une proportion importante de son salaire. Cela explique sûrement le niveau de formation globalement élevé de la population des pays concernés. La France tend vers ce modèle dont en est la Scandinavie.

Le centre social Alfred SYSLEY s'inscrit dans cette volonté de faire partie de cette « famille publique », avec tous les partenaires qui ont les mêmes intentions éducatives que lui, dans une logique de développement social, dans le but d'aider les familles, non pas à revenir à un modèle traditionnel, mais à mieux remplir leur rôle socialisateur tout en s'adaptant aux des conditions nouvelles.

Les problématiques et les objectifs qui ont été retenus dans le projet pour la période 2017-2020 prennent en compte les éléments du dernier diagnostic partagé, et les réflexions et analyses que nous

1^{ère} Problématique

« **Comment** le centre social peut-il contribuer au développement de la concertation entre les habitants et les élus (pour qu'ils œuvrent ensemble à la transformation sociale), **alors que** respectivement les uns disent ne pas être suffisamment associés aux décisions qui les concernent et jugent les modes de concertation pas toujours bien adaptés, et que les autres considèrent la mobilisation et l'implication des habitants pas évidentes ? »

Objectif

Faire émerger de nouveaux modes de coopérations qui conviennent aux élus et aux habitants pour favoriser l'échange d'idées et la réalisation de projets d'intérêt commun.

2^{ème} Problématique

« Comment le centre social peut-il répondre à la demande des habitants de participer à l'amélioration de leur situation économique alors que d'une part le territoire est sinistré et que d'autre part l'approche économique seule ne suffit pas à produire du changement ? »

Objectif

Favoriser l'émergence d'activités relevant de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) permettant aux habitants en situation de précarité d'améliorer leur situation économique et de les accompagner dans une dynamique de développement personnel.

3^{ème} Problématique

« Comment soutenir la réussite éducative dans le territoire alors que l'accompagnement éducatif est organisé par une multitude d'acteurs professionnels qui ne se concertent pas toujours bien, et que les divers projets ne sont pas suffisamment partagés avec les parents et les enfants ? »

Objectif

Développer un projet de coéducation élaboré avec tous les acteurs de l'éducation de l'enfant.

Réunir les différents acteurs de l'éducation, parents et enfants compris, pour rendre cohérentes les trois formes d'éducation précitées et engager chacun au travers de valeurs partagées, d'objectifs communs et de finalités comme promouvoir le vivre ensemble ».

Notre Définition de la coéducation

« L'éducation doit permettre le développement de la personne. Elle a une fonction sociale de transmission de connaissances. Elle permet l'inscription de la personne dans un groupe d'appartenance. On distingue trois formes d'éducation dont le croisement, dit coéducation, doit permettre à l'individu de trouver une place dans la société :

- ◆ L'éducation formelle : éducation organisée dans une institution suivant un programme et amenant (normalement) à un diplôme ou une certification.
- ◆ L'éducation informelle : éducation qui se passe dans la famille et entre les pairs.
- ◆ L'éducation non formelle : Ensemble des actions éducatives organisées hors de l'école.

4ème Problématique

« Comment le centre social peut-il faciliter la socialisation des adolescents alors que d'une part ils se sentent rejetés et dévalorisés et que d'autre part ils peuvent être livrés à eux-mêmes et/ou de plus en plus réfractaires à l'intervention sociale ? »

Objectif

Accompagner les adolescents du territoire à trouver une place d'acteur valorisante dans leur environnement social.

PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION				
N°	Séquences à réaliser (Comment?)	Qui s'en charge ? <i>Le responsable</i>	Quand ? <i>Délai</i>	OK ?
1	Echange de pratiques entre les salariés et mise en lien de tous partenaires investis dans ce champ (conseil citoyen/comité d'habitants...) sur " comment faire émerger et comment prendre en compte la parole des habitants?"	le directeur et le référent famille	de janvier 2017 à décembre 2020	
2	Rencontre des habitants dans les espaces publics et recueil de leur parole. (listage et priorisation des problèmes communs)..	tous les salariés	de janvier 2017 à décembre 2020	
3	Développement d'une cohésion de groupe(s), élaboration d'une parole commune,	le référent famille et l'adulte relais	de janvier 2017 à décembre	
4	Rencontre avec les pouvoirs publics (Investissement des espaces de concertation du territoire,rencontres sur prise de rendez-vous...) pour la négociation (reconnaissance de l'expertise des habitants et un soutien à leurs initiatives)	le référent famille et l'adulte relais	de janvier 2017 à décembre 2020	

« Comment le centre social peut-il répondre à la demande des habitants de participer à l'amélioration de leur situation économique alors que d'une part le territoire est sinistré et que d'autre part l'approche économique seule ne suffit pas à produire du changement? »

FICHE ACTION				
Intitulé de l'action <i>(Quoi?)</i>	"Système D" Pôle d'activités sociales et solidaires			
Objectifs	Favoriser l'émergence dans le territoire d'activités relevant de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), et soutenir la mission des services publics de l'emploi			
<i>(Pourquoi?)</i>	Pour permettre aux habitants en situation de précarité d'améliorer leur quotidien, de soutenir leur développement personnel et de les inscrire dans une dynamique collective			
Résultat attendu <i>(Qu'est-ce l'on peut constater à la fin?)</i>	Création d'un pôle d'activités sociales et solidaires porté par les acteurs locaux et les habitants			
Pilote(s) <i>(Qui?)</i>	Directeur/Référent famille/Conseillère en insertion/adulte relais			
Délai de réalisation <i>(Quand?)</i>	Date de lancement		Echéance	
	le 01/01/2017		4 ans	
Opportunités Commerces de proximité vides qui pourraient être investis pour développer des activités (épicerie sociale, recyclerie, cuisine collective...).				
Forces le centre social a déjà une expérience de ce type de démarche. Concernant l'épicerie sociale et solidaire, le projet est "clé en main" car nous avons déjà réalisé toutes les étapes du projet (diagnostic, rédaction, montage...). Des partenaires et des habitants sont prêts à s'engager.				
Faiblesses Manque de moyens humains pour accompagner le projet dans la continuité. Difficulté à faire reconnaître l'économie solidaire comme une réponse viable aux difficultés économiques de la population et comme un vecteur de réussite. Nous rêvons que nos élus donnent une chance à ce projet !...				
Nos compétences distinctives Le centre social dispose d'une conseillère en insertion qualifiée et expérimentée qui gère le pôle d'insertion à la maison des projets. Il dispose également d'une animatrice qui gère un jardin partagé dont les compétences sont transférables à ce type projet,				

PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION					
N°	Séquences à réaliser	(Comment?)	Qui s'en charge ?	Quand ?	OK ?
			<i>Le responsable</i>	<i>Délai</i>	
1	Mobilisation des acteurs et formation-action sur l'économie sociale et solidaire		le directeur et le chef de projet		
2	Mobilisation des habitants et réalisation d'une étude de pertinence et faisabilité		Adulte relais/le Directeur du Centre Social/comités des habitants/Conseil citoyen	Du 01/09/2017 au 31/12/2020	
3	Formation des acteurs sur l'ESS				
4	Ecriture du projet		Directeur du Centre Social et chef de projet du territoire	Du 01/09/2017 au 31/12/2020	
5	Recherche des moyens de réalisation		Directeur du Centre Social/chef de projet du territoire/partenaires	Du 01/09/2017 au 31/12/2020	
6	Création des activités		Chef de projet du territoire/comité d'habitants/	Du 01/09/2017 au 31/12/2020	

« Comment soutenir la réussite éducative dans le territoire alors que l'accompagnement éducatif est organisé par une multitude d'acteurs professionnels qui ne se concertent pas toujours bien, et que les divers projets ne sont pas suffisamment partagés avec les parents et les enfants ? »

FICHE ACTION					
Intitulé de l'action <i>(Quoi?)</i>	"Happily family" un projet de coéducation			Opportunités	Développement d'une réflexion des partenaires financeurs sur la jeunesse (CAF de la Loire/Département)
Objectifs <i>(Pourquoi?)</i>	Développer un projet de coéducation élaboré avec tous les acteurs de l'éducation pour faciliter la socialisation des enfants et soutenir les parents			compétences distinctives	Approche globale des jeunes, capacité à innover de l'employeur et soutien d'une démarche qui peut être atypique.
Résultat attendu <i>(Qu'est-ce l'on peut constater à la fin?)</i>	L'épanouissement de l'enfant et sa réussite scolaire			Forces	Formation de monitrice éducatrice de notre Référente Jeunesse (qualifiée pour un travail de rue)/partenariat avec d'autres associations d'éducation populaire (prévention spécialisée, MJC,...). Nombreux ateliers artistiques au centre social sur lesquels la référente jeunesse peut s'appuyer pour un travail de valorisation des jeunes
Pilote(s) <i>(Qui?)</i>	Le référent famille-les référents des secteurs enfance et jeunesse				
Délai de réalisation <i>(Quand?)</i>	Date de lancement			Échéance	
	Le 1er janvier 2017			4 ans	

PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION			
N°	Séquences à réaliser (Comment?)	Qui s'en charge ? <i>Le responsable</i>	Quand ? <i>Délai</i>
1	Réunir les différents acteurs de l'éducation dont les parents pour mieux connaître les fonctions et missions de chacun, faire émerger des problématiques partagées et engager des coopérations sur le soutien de la réussite scolaire, la prise en charge du temps libre et le renforcement des liens intrafamiliaux.	la référente famille et la directrice de l'accueil collectif des mineurs, la référente du secteur jeunesse	du 01/01/2017 au 31/12/2020
2	Organiser des groupes de travail qui favorisent la participation des parents pour dégager des valeurs communes, rendre cohérents les modes d'approches des activités proposées, et développer des actions communes	la référente famille et la directrice de l'accueil collectif des mineurs, la référente du secteur jeunesse	du 01/01/2017 au 31/12/2020
3	Développer l'usage d'outils pédagogiques qui favorisent l'expression des enfants, le plaisir de comprendre, le plaisir de l'effort, et leur capacité à devenir acteurs de leurs choix	la référente famille et la directrice de l'accueil collectif des mineurs, la référente du secteur jeunesse	du 01/01/2017 au 31/12/2020
4	Créer un accueil parents-enfants type LAPE pour la préscolarisation des enfants de - de 2 ans	la référente famille et la directrice de l'accueil collectif des mineurs, la référente du secteur jeunesse	du 01/01/2017 au 31/12/2020
5	Organiser des points d'étape et des évaluations collectives pour permettre une évolution de l'action	la référente famille et la directrice de l'accueil collectif des mineurs, la référente du secteur jeunesse	du 01/01/2017 au 31/12/2020
6	Rejoindre les groupes de travail territoriaux ("1001 territoires pour la réussite des enfants", le REAAP...) et organiser des formations pour développer les compétences,	la référente famille et la directrice de l'accueil collectif des mineurs, la référente du secteur jeunesse	du 01/01/2017 au 31/12/2020

« Comment le centre social peut-il faciliter la socialisation des adolescents alors que d'une part ils se sentent rejetés et dévalorisés et que d'autre part ils peuvent être livrés à eux-mêmes et/ou de plus en plus réfractaires à l'intervention sociale ? »

FICHE ACTION					
Intitulé de l'action <i>(Quoi?)</i>	"Wesh alors ?" Vers une nouvelle approche des adolescents			Opportunités	Développement d'une réflexion des partenaires financeurs sur la jeunesse (CAF de la Loire/Département)
Objectifs <i>(Pourquoi?)</i>				compétences distinctives	Approche globale des jeunes, capacité à innover de l'employeur et soutien d'une démarche qui peut être atypique.
Résultat <i>(Qu'est-ce l'on veut constater à la fin?)</i>	Inscription des jeunes dans des actions citoyennes			Forces	Formation de monitrice éducatrice de notre Référente Jeunesse (qualifiée pour un travail de rue)/partenariat avec d'autres associations d'éducation populaire (prévention spécialisée, MJC, l'association Montchov et 3+, ..). Nombreux ateliers artistiques au centre social sur lesquels la référente jeunesse peut s'appuyer pour un travail de valorisation des jeunes
Pilote(s) <i>(Qui?)</i>	Référent jeunesse du centre social			Faiblesses	Manque de coordination pédagogique au sein de l'équipe pour soutenir le travail en direction de ce public. Travail de rue insuffisamment développé. Inadaptation des horaires aux changements des pratiques sociales des jeunes (soirée et weekend)
Délai de réalisation <i>(Quand?)</i>	Date de lancement		Échéance		
	Le 01/01/2017		4 ans		

		PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION		
N°	Séquences à réaliser	(Comment?)	Qui s'en charge ? <i>Le responsable</i>	Quand ? <i>Délai</i>
1	Connaître l'existant : faire un annuaire/inventaire des actions et structures qui oeuvrent en direction des jeunes, rendre visible et lisible ce qui se fait. Développer un accompagnement pluridisciplinaire qui prendra un compte la diversité des situations et la nécessité d'organiser des accueils sur des horaires atypiques		La référente jeunesse/ l'adulte relais/L'animatrice de la maison des projets	de janvier 2017 à décembre 2020
2	Utiliser l'espace public comme un lieu d'accompagnement des adolescents		L'équipe éducative du secteur Jeunesse, intervenants des ateliers artistiques, la référente famille	de janvier 2017 à décembre 2020
3	Prendre appui sur les propres pratiques des jeunes, partir de leur mode d'expression, valoriser ce qu'ils font et ce qu'ils sont		La référente jeunesse/ l'adulte relais/L'animatrice de la maison des projets	de janvier 2017 à décembre 2020
4	Mettre en place des outils permettant l'émergence de leurs besoins, leurs envies et leur projet de vie		La référente jeunesse/ l'adulte relais/L'animatrice de la maison des projets	de janvier 2017 à décembre 2020
5	Travailler sur la question de l'adhésion du jeune à une démarche, à un projet collectif qui favorise l'exercice de la citoyenneté		La référente jeunesse/ l'équipe éducative du centre social	de janvier 2017 à décembre 2020
6	Avoir les ressources nécessaires en terme de formation adaptée		le directeur	de janvier 2017 à décembre 2020

Les partenaires mobilisés (liste non exhaustive)

Partenaires	Nature Juridique	Mission principale	Contraintes Cadre	Positionnement sur le territoire	Perspectives avec le Centre Social
CAF	Administration Paritaire	Assure un soutien financier aux familles, et une aide sociale grâce au soutien financier Soutien aux familles et aux enfants, prestations sociales, adoption, aides aux populations démunies, aides pour les jeunes		St-Etienne, centre-ville	Subventions supplémentaires pour les familles afin qu'elles accèdent encore plus aux loisirs + subventions supplémentaires à Espace Loisirs afin que l'on puisse proposer un plus large choix d'activité aux familles
Centre Social Beaulieu	CAF	Activités sociales sportives ludiques et culturelles. Encourage l'expression des habitants et participe à dynamiser le territoire.		Sur le quartier Beaulieu	Partenariat multiple : multimédia, activité de loisirs, pour mutualiser les moyens et répondre au mieux à la demande de la population. Alphabétisation
CLIC		Faire les évaluations APPA. Informer et orienter les personnes âgées et leurs familles.	Missions très ciblées.	Hors du territoire, Rue d'Arcole.	Continuer au sein de la commission vieillissement.
Club des Anciens de Beaulieu	Association loi 1901	Offrir un lieu de convivialité aux personnes vieillissantes en maintenant du lien social.	Agés des participants	Centre Social de Beaulieu	Continuer le travail au sein de la commission vieillissement.

<p>CNL Confédération Nationale du logement</p>	<p>Association 1901</p>	<p>Veiller au bien être des locataires, rapport entre locataires et bailleurs sociaux. La CNL a des administrateurs qui siègent à Métropole Habitat et aux différents bailleurs sociaux de la LOIRE. L'association CNL est l'une des premières créées sur les quartiers sud-Est. Elle à l'initiative de l'implantation de tous les services publics sur les quartiers Sud Est. L'amicale des locataires a beaucoup œuvré pour le maintien du lien sociale et est toujours attentive sur le devenir des quartiers Sud Est.</p>	<p>Saint-Etienne</p>	<p>Perspectives : continuité du travail, poursuivre les actions en cours.</p>
<p>Comité des Quatre Quartiers</p>	<p>Service au Public</p>	<p>Faire remonter la parole des habitants, les écouter entendre leurs doléances et les transmettre aux différentes structures concernées (bailleurs sociaux, services de la ville de Saint Etienne)..</p>	<p>Sur le quartier Sud-Est</p>	<p>Partenariat multiple : pour mutualiser les moyens et répondre au mieux à la demande de la population. (Jardins partagés, fêtes de quartier, fête de la musique, fête du jeu, cinéma plein air, city stade...)</p>

<p>Conseil Départemental</p>	<p>Collectivité territoriale</p>	<p>Action sociale à l'échelle du département de la Loire. La construction l'entretien et le fonctionnement des collèges. Les transports scolaires et publics routiers. La construction et l'entretien des routes départementales. La participation des services départementaux d'incendie et de secours. Missions spécifiques: promotion touristique/le soutien à la musique, à la danse, et à la lecture publique/la protection des espaces naturels/la conservation des archives. Missions complémentaires: enseignement/Aménagement du territoire/L'environnement/Le logement social/ Le développement culturel/Le sport.</p>	<p>Contraintes financières (dépendant des dotations de l'état et de la fiscalité). Organisation imposante et lourde, plus de responsabilités, cadre réglementaire.</p>	<p>Rayonnement à l'échelle du département. Un service est détaché pour le territoire (la Délégation à la vie sociale).</p>	<p>Il faudrait que le centre social fasse reconnaître ses actions culturelles, notamment pour le développement des ateliers artistiques. Il faudrait multiplier les occasions de rencontre avec les services de la DVS, notamment pour un soutien à la parentalité et la protection de l'enfance.</p>
------------------------------	----------------------------------	--	--	--	---

DDJS	Administration Publique	Anime et coordonne des missions d'accueil développement de la vie associative et de la formation des bénévoles, favorise l'implication des jeunes dans la vie associative. Permet au jeune de 11 à 30 ans de réaliser des projets		Centre deux de Saint Etienne	Former des bénévoles, réaliser des projets, sources de renseignements
Ecole Des Parents	Association Loi 1901	Ecouter, informer et orienter les parents. Accompagnement éducatif et thérapeutique. Travail avec les professionnels de l'enfance.	Coût de l'intervention.	Hors territoire, dans le quartier de la Terrasse,	Aide au travail sur la parentalité. Soutien aux équipes d'animation.
Fédération des Centres Sociaux de la Loire et de la Haute-Loire	Association Loi 1901	Travaille sur le développement pour permettre aux habitants de pouvoir agir. Mise en réseau de l'ensemble des centres sociaux-mission politique		Saint-Etienne	Formation des administrateurs et bénévoles, formation des animateurs. Accompagnement politique

<p>Francas</p>	<p>Association, Fédération d'éducation populaire complémentaire de l'école reconnue d'utilité publique et agréée par les ministères de l'éducation nationale, de la santé, de la jeunesse et des sports et de la vie associative</p>	<p>Elle a une mission éducative, sociale et culturelle, Elle agit pour l'accès de tous les enfants et tous les adolescents a des loisirs de qualité en toute indépendance et selon le principe fondateur de la laïcité</p>	<p>Du fait que le centre social est adhérent, les prestations de services versés par le conseil général transitent par les FRANCAS (cela interroge sur la reconnaissance des financeurs de la fédération des centres sociaux).</p>	<p>Rayonnement départemental</p>	<p>Partenariat à développer pour la formation des animateurs. Poursuivre le partenariat sur la fête du jeu et la ludothèque.</p>
<p>FSGT Fédération Sportive et Gymnique du Travail</p>	<p>Association Loi 1901</p>	<p>Promouvoir la pratique sportive pour le plus grand nombre</p>	<p>Ne peuvent pas répondre a toutes nos demandes en terme d'horaires,</p>	<p>Hors territoire, association départementale située vers Centre Deux,</p>	<p>Continuer l'aquagym qui sûrement sera renforcée avec le complexe nautique. Dynamiser le travail sur la gym commencé avec le CSB et l'animateur sportif Sud Est.</p>
<p>Maison d'Animation de la Métare</p>	<p>Association loi 1902</p>		<p>Pas de permanents salariés pour l'animation.</p>	<p>La Métare</p>	<p>Continuer le partenariat au sein de la commission vieillissement et des projets fête.</p>
<p>Mission Locale</p>	<p>Association loi 1901 avec Délégation de Service Public</p>	<p>Accueil, Orienter, Informer les jeunes de 16 à 25 ans</p>	<p>Directives nationales</p>	<p>Hors territoire SUD -EST et permanence/semaine 1</p>	<p>Continuer le travail de partenariat et de collaboration avec les jeunes</p>

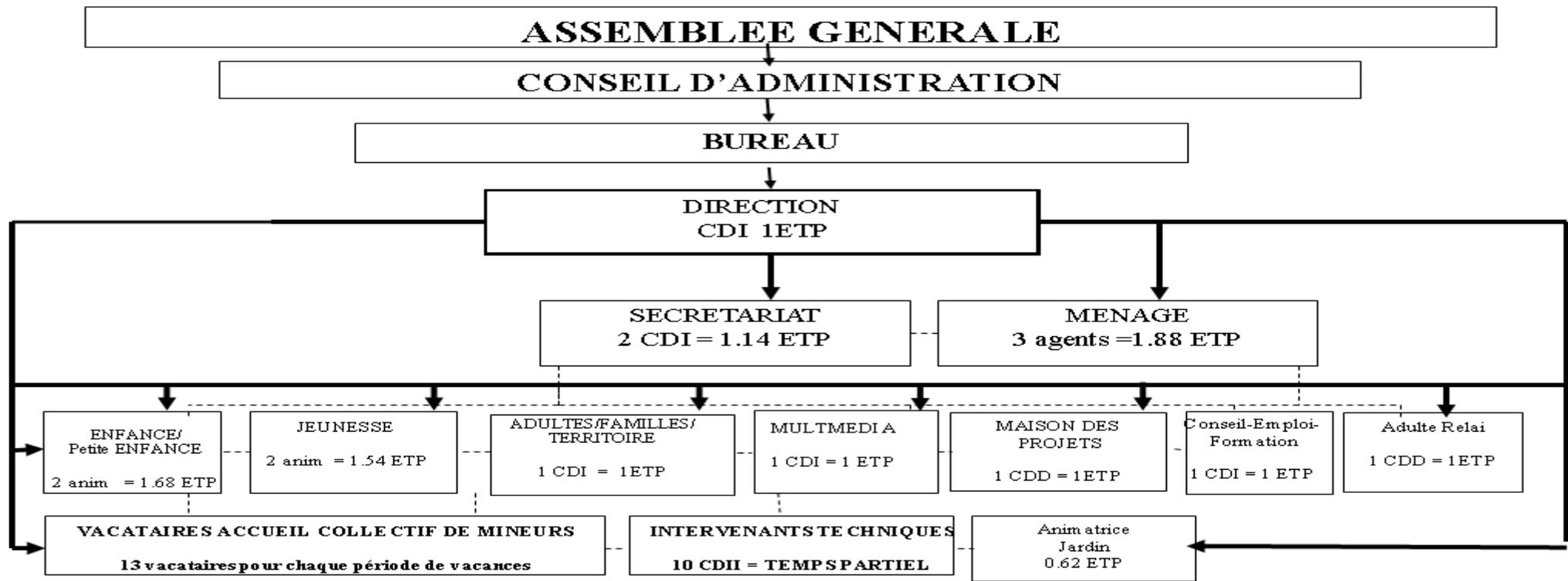
Montchovet 3+	Association 1901	L'insertion professionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi et en grande difficulté dans un objectif de préservation un cadre de vie de qualité.	De grosses contraintes financières avec une grande proportion de produits venant des prestations de service complétée par et une petite subvention. Cela ne permet pas d'avoir une politique d'investissement adéquat aux besoins de développement (l'association ne peut répondre à des appels par manque d'équipement). Une vie associative qui s'essouffle avec seulement un président qui se mobilise.	Action sur le territoire sud-est de la ville.	Que l'association fusionne avec le centre social pour développer un dispositif plus important pour le territoire ?
OSPA Stéphanois Personnes Agées	Office des Association 1901	Développer la technique du "bien vieillir" à travers différents ateliers		St-Etienne, centre-ville	Rencontre intergénérationnelle
POLE EMPLOI	Service Public	Placer les demandeurs d'emploi et gérer les offres d'emploi	Directives nationales à appliquer	Hors territoire	Participation au forum
Portail des Droits Sociaux	Association loi 1901	Favoriser l'accès au droit pour tous tout en maîtrisant l'accès au multimédia.	Difficile pour les personnes d'enrichir le site par leur contribution.	Hors du territoire, mais permanence au CSB.	

Le nouveau théâtre de Beaulieu	Association Loi 1901	Médiation culturelle	Chaque entité semble avoir sa vie propre, Sur le territoire deux entités ne travaillent de la même façon.	Dans le territoire sud-est	Développer la coopération pour les pratiques culturelle des jeunes
La prévention spécialisée	Association 1901	Prévention de la délinquance juvénile	Des approches individualisées	territoire SUD -EST	Accompagnement complémentaire des jeunes
US Métare Quartier Sud-Est	Association 1901	Développement de la pratique sportive, missions d'éducation, d'apprentissage à la citoyenneté à travers le respect des règles le goût à l'effort et l'esprit d'équipe.		Sur le territoire	Tournoi de foot, sport et citoyenneté
Ville de Saint-Etienne	Collectivité territoriale	Administrer des citoyens, développer des services publics locaux, développer une politique culturelle, sociale, économique, de sécurité publique...à l'échelle d'une ville	Contraintes financières (dépendant des dotations de l'état et de la fiscalité). Organisation imposante et lourde, plus de responsabilités, cadre réglementaire	Rayonnement à l'échelle de la ville	Affirmer la position de médiation du centre social avec les habitants. Accompagnement du centre social dans la réalisation de ses missions et de son développement.

Les Ressources mises en œuvre

- Les Ressources Humaines

ORGANIGRAMME DU CENTRE SOCIAL ESPACE ALFRED SISLEY



Liens hiérarchiques avec la direction



Liens de coopération entre les membres de l'équipe

TOTAL = 15 ETP

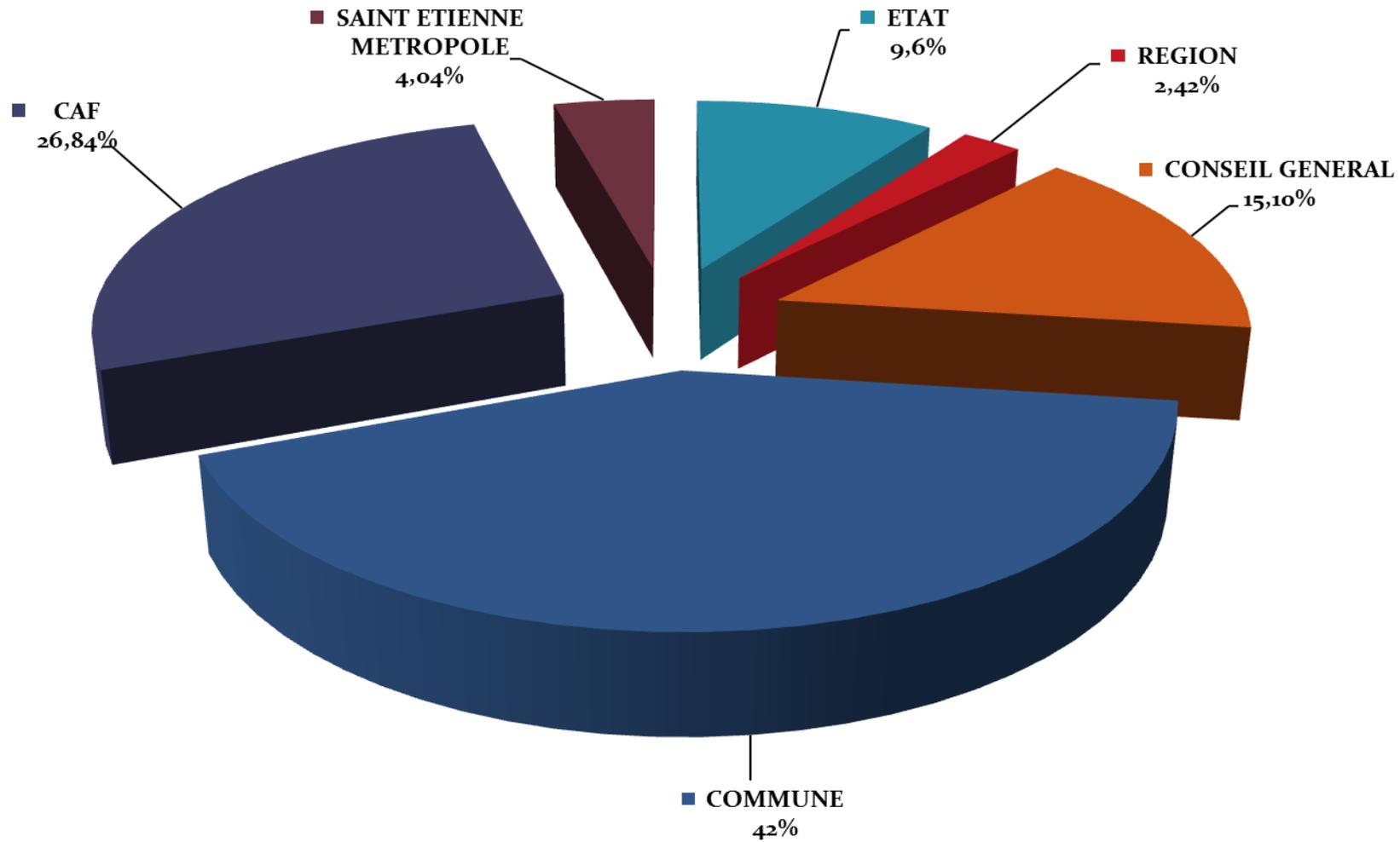
Tableau des effectifs

Nom	PRENOM	FONCTION OCCUPEE	CONTRAT	DUREE HEBDOMADAIRE
LOUNAS	NORDINE	DIRECTEUR	CDI	35,00
BELHADDAD	HACINA	SECRETAIRE	CDI	18,00
NDOUMBE	ESTELLE	SECRETAIRE	CDI	22,00
RODRIGUEZ	MARIANNE	REFERENT FAMILLE	CDI	35,00
CHEBIRA	NADIA	ANIMATRICE JEUNESSE	CDI	30,00
GIBERT	ELSA	DIRECTRICE ACM	CDI	35,00
MARI	ELOÏSE	ANIMATRICE JARDIN PARTAGE	CDD	30,00
CHANUT	MIKAEL	ANIMATEUR JEUNESSE	CDD (CAE)	26,00
KACEMI	AICHA	CONSEILLERE INSERTION	CDI	35,00
JASSE	MAUNEL	ANIMATEUR MULTIMEDIA	CDI	35,00
SELMANI	DJAMEL	AGENT D'ENTRETIEN	CDD (CAE)	24,00
KADAR	KHADRA	AGENT D'ENTRETIEN	CDD (CAE)	24,00
BOUCHAHMA	RIDA	AGENT D'ENTRETIEN	CDD (CAE)	24,00
ANDRIAMPARANY-RAHARISON	JEAN DOMINIQUE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	3
ARNAUD	NADIA	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	5,63
CHAZALON	CHRISTOPHE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	3,75
COLLARD	JEAN	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	7,50
CURAT	LAURENT	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	9
DENIS	ARMELLE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	7,50
GAIRAUD	CLAUDE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	3,13
DARIA	ASMA	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	3,75
VALERIE	RAVEL	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	9
MORGAT	MARIE-JOSE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	6,25
VAILLANT	BEATRICE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	2,50
EMIE	LATESTAIRE	INTERVENANT TECHNIQUE	CDII	9
VACATAIRES	13 ANIMATEURS VACATAIRES PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES			

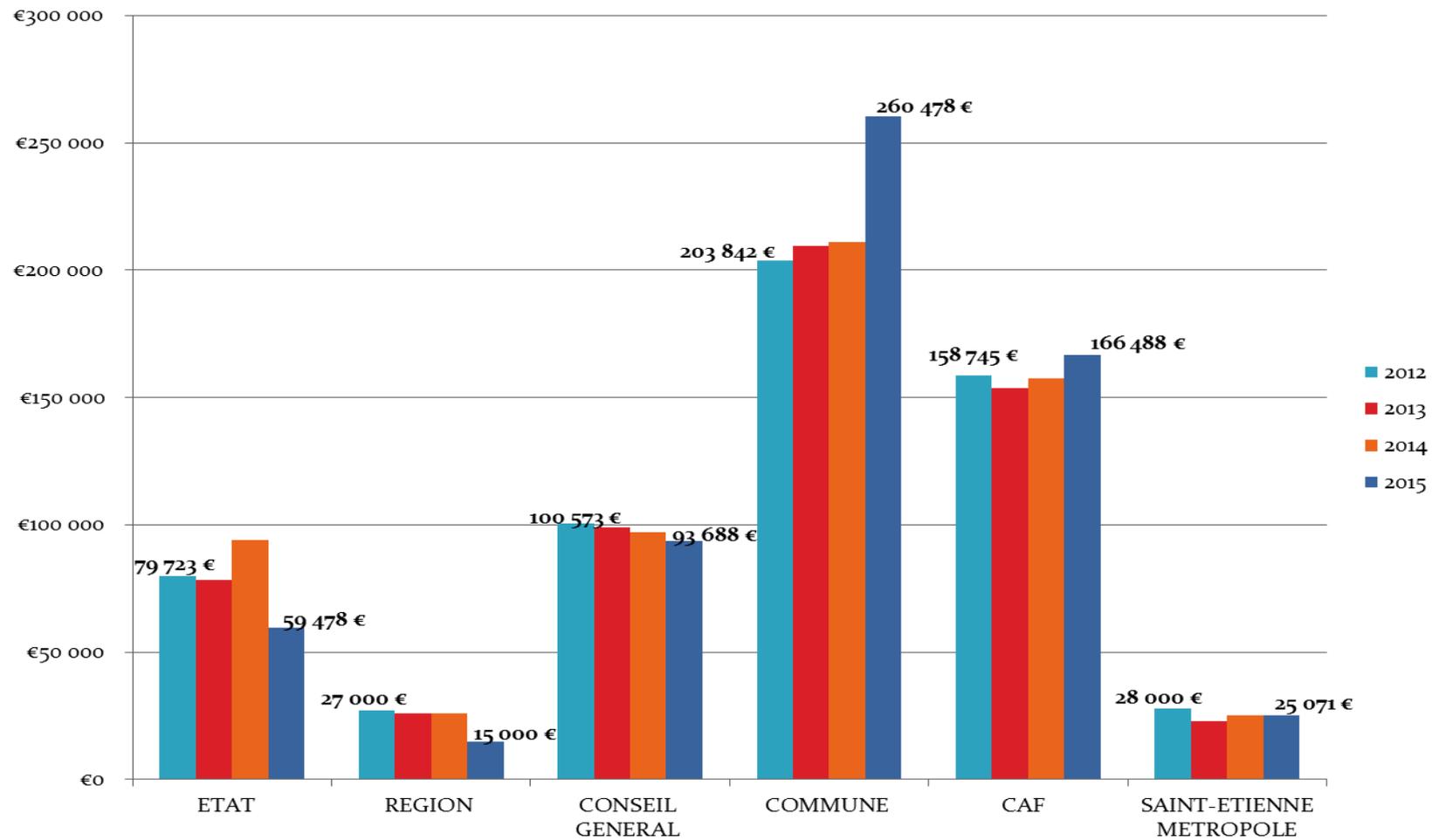
▪ Les Ressources Financières

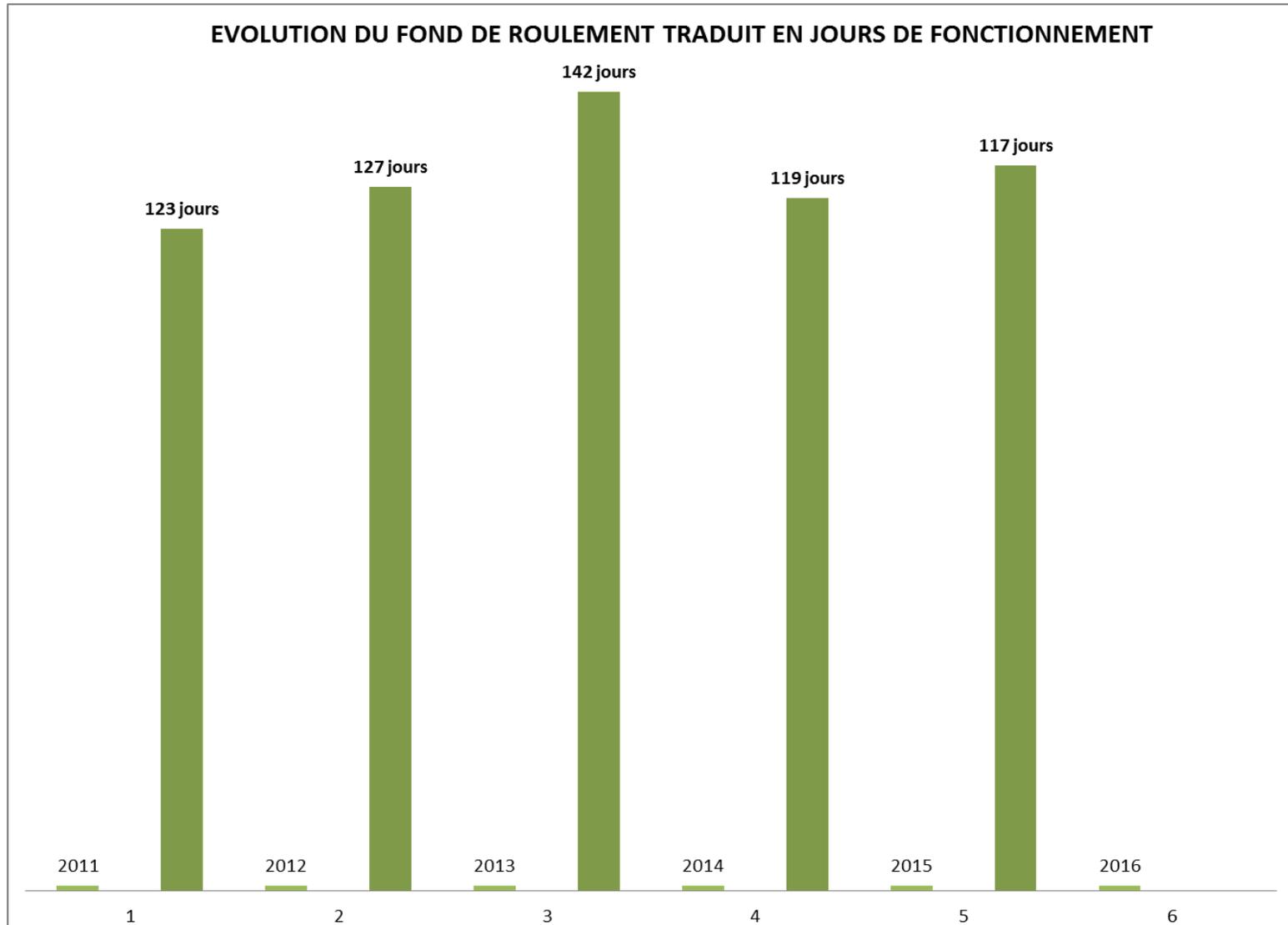
Produits et charges incluant les éléments supplémentifs	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Prévisionnel 2017	Prévisionnel 2018
TOTAL DES PRODUITS (SANS ELEM. SUPPL.)	675 194	708 939	644 900	653 700	653 700
87100000- PRESTATIONS EN NATURE	55 094	149 013	149 000	149 000	149 000
TOTAL DES PRODUITS (AVEC ELEM. SUPPL.)	730 288	857 952	793 900	802 700	802 700
TOTAL CHARGES (SANS ELEM. SUPPL.)	665 383	700 482	644 700	653 700	653 700
MAD GRATUITE DE LOCAUX ET PRESTATIONS	55 094	149 012	149 000	149 000	149 000
TOTAL DES CHARGES (AVEC ELEM. SUPPL.)	720 477	849 494	793 700	802 700	802 700
RESULTAT	9 811	8 458	200	0	0

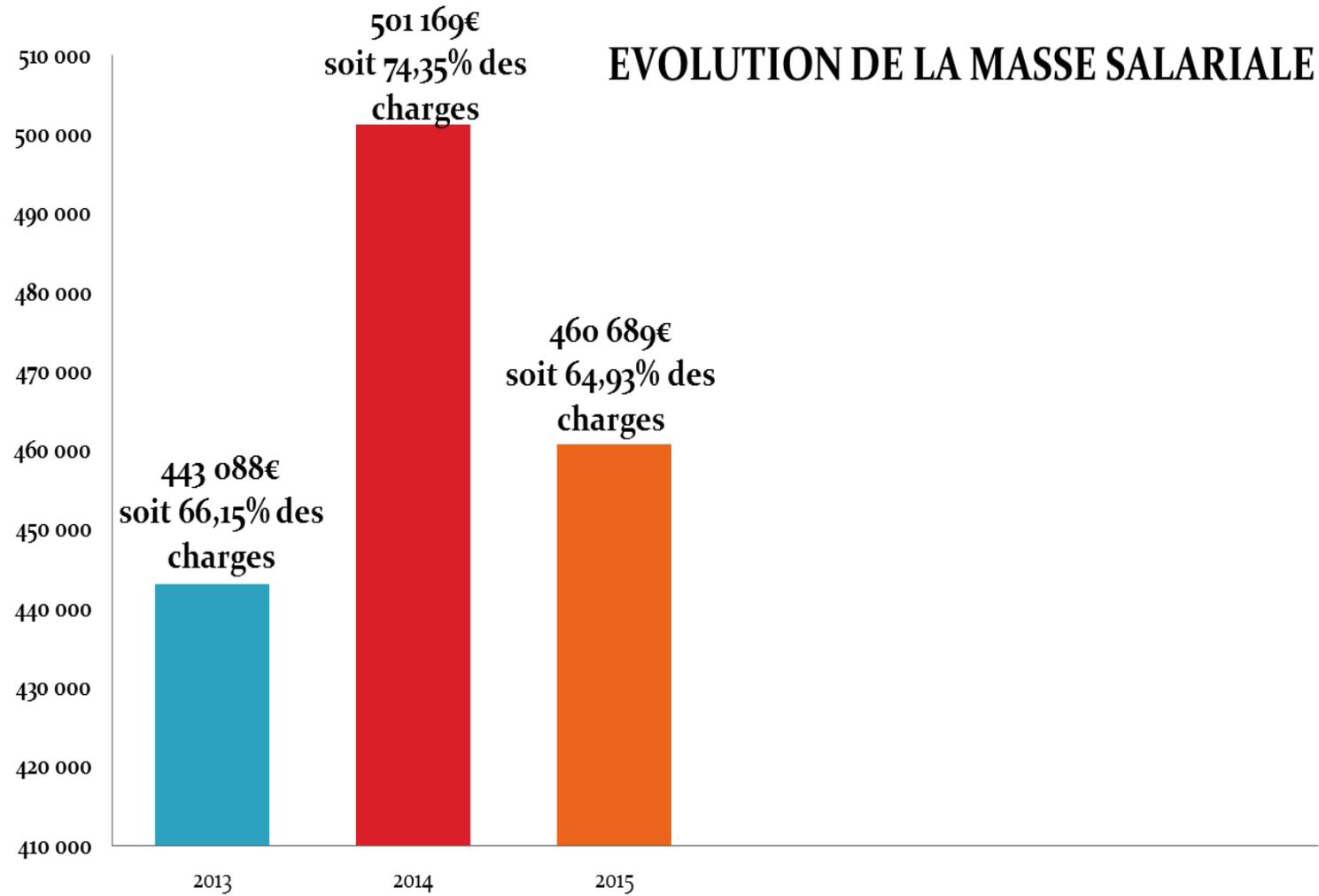
■ Détail des subventions



■ Evolution des subventions







ANNEXES